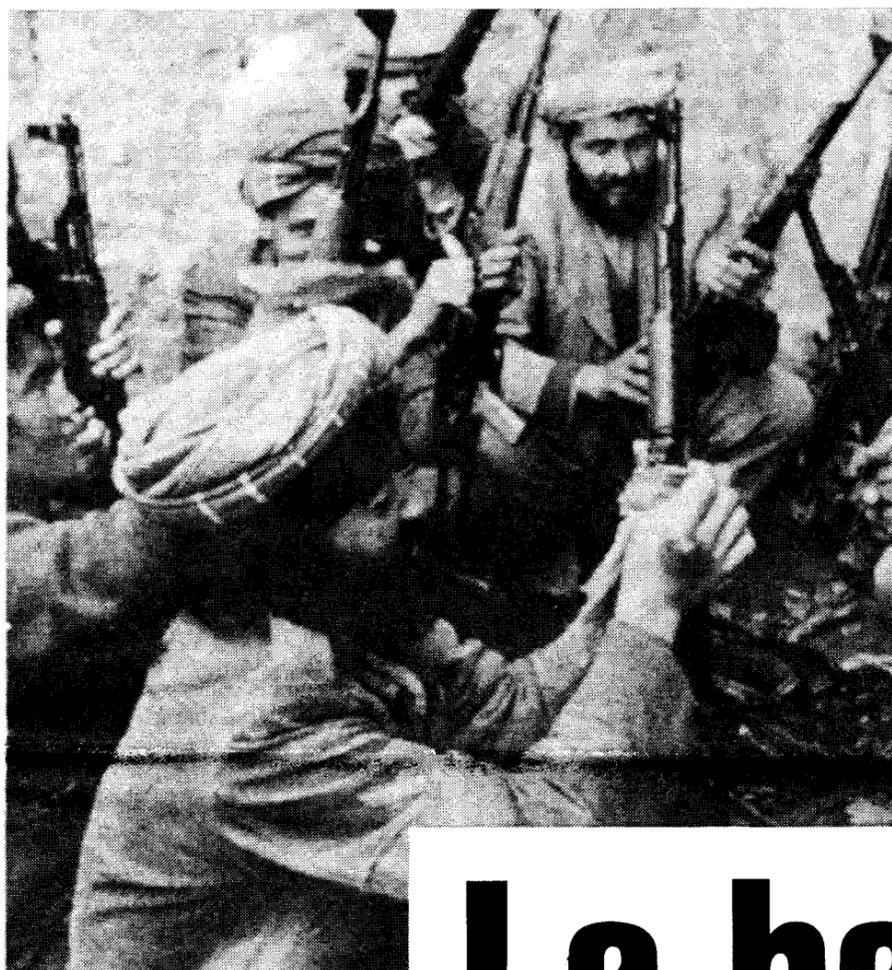
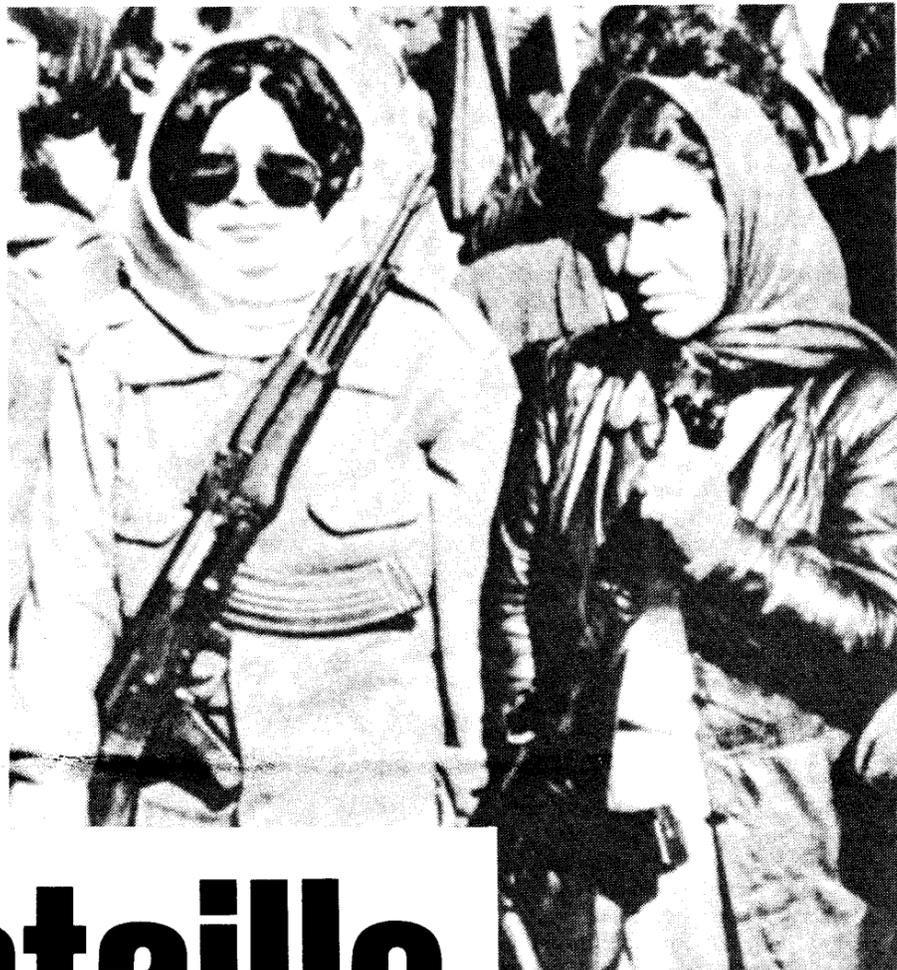


Contre les mollahs de la CIA égorgeurs de femmes : guerre à mort !



SIPA



Reuters/Bettmann

La bataille pour l'Afghanistan

14 février - Le retrait de l'Armée rouge d'Afghanistan est une trahison perpétrée de sang-froid des peuples afghans et soviétiques. Les guerriers islamiques de la CIA, qui depuis dix ans ont reçu des milliards de dollars d'équipement militaire ultra-moderne, se préparent à massacrer en masse femmes, instituteurs et autres intellectuels, militants de gauche et paysans. Et le président George Bush annonce maintenant que les Etats-Unis continueront à livrer des armes aux moudjahidins aussi longtemps que le régime nationaliste de gauche restera au pouvoir à Kaboul.

Si cette armée de mollahs et de coupe-jarret tribalistes renversait le gouvernement de Najibullah, l'Afghanistan deviendrait un poignard impérialiste pointé sur l'Asie centrale soviétique. Mikhaïl Gorbatchev tente

Le retrait de Gorbatchev est une trahison

d'amadouer Washington en abandonnant l'Afghanistan. Ce faisant, il risque de donner à l'impérialisme américain et à ses alliés une base de lancement pour la contre-révolution dans la patrie de la révolution socialiste d'Octobre. Le dos au mur, les forces du progrès social sont confrontées à une guerre à mort. Il faut écraser les « combattants de la foi » de Washington !

Les moudjahidins parlent de *badal*, le code de la vengeance pour les tribus patchoues qui dominent en Afghanistan. Cela ne signifie pas simplement la mort, mais souvent la torture, le dépeçage et la mutilation. Ces derniers mois, à mesure que les troupes soviétiques abandonnaient position après position, les « combattants de la liberté » de la CIA ont donné un

avant-goût de leur barbarie. En novembre, quelque soixante-dix soldats afghans s'étaient rendus aux moudjahidins à Torkham, du côté afghan de la passe de Khyber. Quand les forces gouvernementales réoccupèrent la position enlevée, plusieurs jours plus tard, elles y trouvèrent dans des caisses de bois les corps mutilés et dépecés de leurs camarades.

Les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN font tout ce qu'ils peuvent pour encourager un bain de sang. Richard Murphy, haut fonctionnaire du Département d'Etat de Reagan, prédit que Kaboul tombera d'ici quelques mois, et ajoute qu'« il y a des passions très profondes » qui « se retourneront contre ceux qui ont joué un rôle central dans le régime ». En janvier, le Dépar-

tement d'Etat envoyait à toutes ses ambassades une circulaire leur enjoignant de refuser un visa à toute personne associée au régime afghan. Anticipant le carnage que perpétraient les terroristes moudjahidins, et aussi afin de provoquer la panique, Washington et ses alliés européens ont fermé leurs ambassades à Kaboul. Quelque temps plus tard, Michel Rocard, de la tribune de Genève appelait à ce que « le commandement unifié de la résistance soit reconnu comme l'autorité légale en Afghanistan » (*le Monde*, 8 février).

Dans son numéro du 12 janvier, le *Wall Street Journal*, organe de la haute finance américaine, exulte : « Ce que les Afghans ignorent de la vengeance ne gagne pas à être connu. » La rage meurtrière des moudjahidins ne se contentera pas des partisans du Parti démocratique du peuple d'Afghanistan (PDPA), le parti nationaliste de gauche au pouvoir. Même les paysans dont le seul « crime » est de ne pas avoir émigré au Pakistan après 1979 sont des infidèles aux yeux de ces « combattants de la foi » islamiques. La chute de Kaboul et des autres villes afghanes

Suite page 2

M 2651 - 91 - 5,00 F



3792651005004 00910

La bataille pour l'Afghanistan

Suite de la page 1

serait suivie du massacre de la totalité de la population éduquée, et en particulier des dizaines de milliers de femmes qui ont échappé à la *pardah* (réclusion) et enlevé le *chadori* (le voile qui couvre des pieds à la tête).

Même certains journalistes bourgeois occidentaux, en particulier des femmes, s'inquiètent du sort atroce qui menace aujourd'hui les femmes afghanes libérées du voile. Mary Williams Walsh écrit dans le *Wall Street Journal* du 19 janvier : « La situation des femmes de Kaboul est là pour rappeler de façon poignante que la victoire contre l'expansion communiste dont se félicite l'Occident n'est pas sans ambiguïtés. Dans un pays arriéré où les paysannes peinent encore comme les serfs du Moyen-Age, les femmes de Kaboul ont réussi à conserver de nombreuses libertés du XX^e siècle [...]. Au lieu de rester à la maison, derrière les murs de la *pardah*, elles sortent tous les jours et travaillent dans les bureaux, les hôpitaux et les écoles. » En contraste, Walsh décrit la condition horrible faite aux femmes afghanes dans les camps de réfugiés au Pakistan : « Des médecins étrangers qui travaillent auprès des femmes réfugiées relaient des cas abominables de maris qui laissent leur femme mourir plutôt que de la laisser examiner par un obstétricien homme ! »

Mais la bataille de Kaboul ne s'annonce pas comme une promenade militaire. Le *Monde diplomatique* de février, dans un article intitulé « La paix manquée en Afghanistan », s'inquiète : « Une guerre civile prolongée semble l'hypothèse la plus probable ». L'armée afghane a reçu en nombre chasseurs-bombardiers MIG et missiles à portée intermédiaire. Le gouvernement a distribué des armes à la population, y compris à de jeunes femmes, constituant une milice de trente mille civils. Le régime du PDPA, souvent en proie dans le passé à des affrontements fractionnels et cliquistes meurtriers, semble déterminé à faire front dans l'unité. « Nous devons tous combattre maintenant », déclare Najibullah. Dans le monde entier, tous les ouvriers conscients, tous les socialistes, tous ceux qui croient à la dignité humaine et aux droits de l'homme, doivent aider matériellement le gouvernement afghan contre les coupe-jarret islamiques de la CIA.

Il y a en jeu en Afghanistan bien davantage que le sort de cette terre effroyablement arriérée. L'intervention armée soviétique, en décembre 1979, a servi aux Etats-Unis de prétexte pour la deuxième guerre froide. A l'époque, nous avons proclamé « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! » tandis que la plupart de ceux qui, dans le monde entier, se proclamaient à gauche, se sont ralliés à la campagne impérialiste pour

le retrait des troupes soviétiques. Aujourd'hui, les troupes soviétiques ont été retirées afin d'amadouer l'impérialisme américain. Si les moudjahidins réussissent à massacrer tous les militants de gauche, tous les instituteurs et toutes les femmes dévoilées d'Afghanistan, ce sang rougira les mains non seulement des Bush, des Thatcher, des Kohl et des Mitterrand, mais aussi de leurs suivistes « de gauche ».

ORIGINE ET NATURE DE LA GUERRE AFGHANE

Pendant des dizaines d'années, le peu d'intellectuels modernisateurs que comptait l'Afghanistan étaient en général prosoviétiques. Quand ils regar-



Smolan/Contact

En 1980, une parade accueille les troupes soviétiques arrivant à Kaboul.

daient l'Asie centrale soviétique, de l'autre côté de la frontière nord de leur pays, ils voyaient des enfants qui savaient lire, des femmes libérées du voile, et un niveau de bien-être social et économique en avance de plusieurs siècles sur l'Afghanistan. Grâce à la planification centralisée soviétique, le niveau de vie à Tachkent est aussi élevé qu'à Moscou.

En 1965, des cercles de gauche constituèrent le Parti démocratique du peuple d'Afghanistan. Le PDPA était un phénomène unique en Afghanistan : un parti laïque, non basé sur un groupe tribal ou ethnique. Il se réclamait du marxisme-léninisme, et sa structure était copiée sur celle du Parti communiste bureaucraté de Staline. Cependant, son programme se limitait à des réformes modérées qui devaient être réalisées par un gouvernement

d'« ouvriers, de fermiers, d'intellectuels éclairés et progressistes, d'artisans, de la petite-bourgeoisie et des capitalistes nationaux » (cité dans Raja Anwar, *The Tragedy of Afghanistan* [1988]).

Etiquetés comme « communistes » par leurs opposants, les cadres du PDPA étaient en fait des nationalistes petits-bourgeois modernisateurs, qui ressemblaient davantage aux Jeunes Turcs de Kemal Atatürk qu'aux bolchéviks de Lénine. Le PDPA se constitua trois bases : la petite intelligentsia urbaine du pays (par exemple les instituteurs), les étudiants, et les officiers (dont beaucoup avaient été formés en Union soviétique). Le parti scissionna presque immédiatement en deux fractions, le Khalq (les masses) et le Parcham (le

dépassèrent immédiatement ce que les forces sociales disponibles pouvaient soutenir. Les khans et les mollahs, enragés par des mesures comme apprendre à lire aux petites filles, déclenchèrent une *Jihad* réactionnaire et commencèrent à massacrer instituteurs et militants du PDPA.

La révolte qui se développait reçut le soutien immédiat du régime pakistanais du dictateur militaire Zia Ul-Haq, qui servait d'intermédiaire pour les livraisons d'armes américaines. Zia poursuivait là la politique de son prédécesseur Zulfikar Ali Bhutto, qui avait commencé, au début des années 70, à armer le Parti islamique, le groupe ultra-intégriste de Gulbuddin Hekmatyar. L'objectif de la classe dirigeante pakistanaise (dirigée maintenant par la fille de Bhutto après la mort de Zia en août dernier) est de créer un Etat-client islamique faible sur sa frontière nord.

Alors même que la révolte se développait, le régime du PDPA était déchiré par un fractionnalisme et un cliquisme meurtriers. Noor Mohammed Taraki, le dirigeant du Khalq, était assassiné par son ancien protégé Hafizullah Amin, lequel était à son tour assassiné en décembre 1979, lors de l'intervention soviétique qui installait au pouvoir Babrak Karmal, le dirigeant de la fraction Parcham. Parmi les dirigeants du PDPA d'avril 1978, cinq seulement ne seront pas tués, emprisonnés ou exilés par leurs anciens « camarades » les années suivantes. Un groupe toujours plus restreint d'intellectuels modernisateurs se trouvait confronté à une révolte réactionnaire de masse.

C'est l'intervention militaire soviétique de décembre 1979 qui, seule, a ouvert la voie à la libération des masses laborieuses afghanes. L'envoi des troupes en Afghanistan, même s'il fut réalisé sans enthousiasme, a été le seul acte du régime conservateur de Brejnev qu'on peut qualifier sans ambiguïté de décent et de progressiste, et qui allait à l'encontre de la substance du dogme stalinien réactionnaire du « socialisme dans un seul pays ». Nous écrivions à l'époque : « Il ne doit y avoir aucun doute que notre camp à nous, révolutionnaires, dans ce conflit est celui de l'Armée rouge. En fait, bien que cela ne soit certainement pas nécessaire militairement, la réaction naturelle de jeunes militants de gauche dans le monde devrait être un désir enthousiaste de rejoindre une brigade internationale pour lutter contre les mollahs liés à la CIA » (« Salut à l'Armée rouge ! »,

Suite page 10



Mingan/Gamma

Des moudjahidins s'acharnent sur le corps d'un homme condamné à mort par les mollahs.

drapeau). Quand Daoud Khan chassa le roi, en 1973, les dirigeants du Parcham lui servirent de conseillers, tandis que le Khalq préconisait « un gouvernement composé d'un "front unique" auquel participerait le PDPA ».

En avril 1978, le régime Daoud, poussé par les puissances occidentales et par le shah d'Iran, entreprenait de réprimer le PDPA, dont les principaux dirigeants étaient arrêtés et accusés de trahison. Mais les partisans du PDPA dans l'armée réussirent à contre-attaquer et à renverser Daoud. Cette « révolution de Saur » était en réalité un coup d'Etat militaire de gauche, soutenu par une partie importante de la population urbaine.

Le PDPA se retrouva à la tête d'un pays de quinze millions d'habitants, dans leur immense majorité ruraux et dispersés dans des vallées isolées. Au niveau local, des chefs tribaux partageaient le pouvoir et la terre avec quelque trois cent mille mollahs, lesquels constituaient une caste privilégiée de propriétaires fonciers. Dans tout le pays, il y avait environ un ouvrier d'usine pour huit mollahs ! Les paysans étaient sous la dépendance complète des khans, qui contrôlaient le crédit, les semences, les engrais et, dans ce pays aride, l'eau elle-même. Inutile d'envisager une révolution prolétarienne - l'Afghanistan ne pouvait même pas engendrer de révolte paysanne généralisée du genre de celles qu'ont connues la France, la Russie ou la Chine.

C'est pourquoi, quand le gouvernement du PDPA essaya d'instituer un programme de réformes démocratiques minimales - réforme agraire, suppression du prix de l'épousée, école obligatoire pour les deux sexes -, celles-ci

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Xavier Brunoy, Gilles Cazin, Marc Delvaux, Ian Donnelly, Suzanne Girard, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault.
REALISATION : Ian Donnelly.
DIFFUSION : Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Lc Bolchevik, B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Gaspard-Monge
55, rue du Fossé-Blanc
92230 Gennevilliers
Commission paritaire : n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

LO, LCR et l'Afghanistan

Ils ont hurlé avec les loups impérialistes

24 février – Depuis des années, ils ont tous hurlé avec les loups impérialistes contre l'URSS en exigeant le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Pourtant, aujourd'hui que Gorbatchev a exaucé les souhaits des charlatans du pseudo-trotskyisme français en abandonnant le régime de Kaboul face aux mollahs et aux chefs tribaux soutenus et armés par l'impérialisme, ceux-ci se gardent prudemment de crier victoire.

Cette circonspection peut s'expli-



La une de « Lutte Ouvrière » du 11 février : l'odieux parallèle.

quer. Le retrait soviétique pourrait bien aboutir à un effroyable massacre des militants de gauche, des femmes dévoilées et de toute la population éduquée d'Afghanistan. Il est plus prudent de se faire oublier, mais le sang des milliers de victimes de cette terreur blanche retomberait aussi sur ceux qui, des années durant, avaient fait du retrait de l'Armée rouge leur mot d'ordre.

LO : ANTISOVIETIQUE ET FIERE DE L'ETRE

Pour échapper à cette déplaisante responsabilité, les Ponce Pilate professionnels de Lutte ouvrière nous expliquent que si « les différents clans rivaux qui se sont mis à [la] tête [du peuple afghan] pendant la lutte de résistance s'apprêtent à s'entre-tuer pour savoir qui prendra la tête de la future dictature », c'est... la faute aux Russes, car « l'intervention de l'URSS n'aura réussi qu'à pousser tout un peuple dans les bras de politiciens réactionnaires

rivaux, de seigneurs de guerre ouvertement anticommunistes et antirusse » (éditorial de LO n° 1080, 11 février). Ce que veut faire disparaître LO, c'est l'existence, antérieure à l'intervention soviétique, d'une guerre civile entre les nationalistes petits-bourgeois et des bandes de contre-révolutionnaires islamistes, qui ont pris les armes contre les quelques réformes prudentes que le régime de Kaboul avaient prises, notamment en faveur des femmes. LO ne fait au fond que reprendre un des arguments les plus cyniques utilisés par la presse bourgeoise française pour abasourdir à l'avance les atrocités des « combattants de la libération ». Pour les antisoviétiques, tout est toujours de la faute des Soviétiques.

LO ne s'arrête pas en si bon chemin. Dans le même article, elle reprend aussi à son compte la comparaison obscène entre l'intervention de l'Etat ouvrier soviétique en Afghanistan et les sales guerres coloniales d'Algérie et du Vietnam : « Les images télévisées de Kaboul qu'on nous montre aujourd'hui en rappellent d'autres : celles, il y a 15 ans, du rapatriement des soldats américains du Vietnam. Même traite pitoyable, après la même sale guerre [...] » (Ibid.) Les lunettes avec lesquelles LO devait regarder ces « images télévisées » devaient être passablement déformées par son antisoviétisme. Contrairement à la débâcle américaine, le retrait soviétique s'est fait en ordre, pas tant provoqué par la victoire militaire de la « résistance » que par la politique traître de la bureaucratie gorbatchévienne. Nous répondons longuement ailleurs, dans notre article de première page « La bataille pour l'Afghanistan », à toute cette misérable argumentation. Ajoutons seulement une chose ici à propos de la soi-disant « sale guerre ». Nous savons bien que LO a été pour le moins discrète dans les années 60 et 70 dans le soutien aux révolutionnaires indochinois, mais si LO pense que l'Afghanistan est la « sale guerre » de l'URSS, elle doit logiquement choisir le camp de ceux qu'elle appelle elle-même les « réactionnaires » – ces tueurs d'enseignants et de femmes. Mais, en vérité, LO est surtout intéressée à renvoyer dos à dos les impérialistes et l'Etat ouvrier dégénéré soviétique pour justifier son refus capitulaire de prendre la position trotskyste de défense militaire de l'URSS face aux menaces de guerre impérialistes.

Si la réaction de LO au retrait de l'Armée rouge a fait ressortir l'antisovi-

étisme viscéral de cette organisation, d'autant plus virulent qu'il est souvent dissimulé, le « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (SU) de Mandel fait pour le moins preuve d'inconséquence et de pusillanimité pour tenir une soi-disant position de « troisième camp » en Afghanistan. (Il convient d'ailleurs de noter que sa section française, la LCR, n'a publié depuis trois mois aucun article sur l'Afghanistan.)

LES SOPHISMES DU SECRETARIAT UNIFIE

Commentant les conséquences du retrait soviétique, la revue du SU, *Inprecor*, écrivait en juillet dernier que la guerre civile en Afghanistan repré-

sentait bien « l'affrontement entre un camp progressiste [le gouvernement] et un camp réactionnaire [les moudjahidins] », ajoutant que « la rébellion afghane est à l'origine, il ne faut pas l'oublier, une pure chouannerie contre un régime qui n'était pas sans évoquer certains traits du jacobinisme [...]. Dans cette guerre [...], nous ne pouvons être neutres, et encore moins soutenir le camp de la réaction » (*Inprecor* n° 269, 4 juillet 1988).



Afghanistan Today

Des femmes afghanes libérées manifestent pour le quatrième anniversaire de la « Révolution d'Avril » de 1978. Elles paieront de leur sang si les moudjahidins gagnent.

sentait bien « l'affrontement entre un camp progressiste [le gouvernement] et un camp réactionnaire [les moudjahidins] », ajoutant que « la rébellion afghane est à l'origine, il ne faut pas l'oublier, une pure chouannerie contre un régime qui n'était pas sans évoquer certains traits du jacobinisme [...]. Dans cette guerre [...], nous ne pouvons être neutres, et encore moins soutenir le camp de la réaction » (*Inprecor* n° 269, 4 juillet 1988).

Est-ce à dire qu'il faille soutenir militairement le régime nationaliste de gauche de Kaboul ? Pas le moins du monde : « [...] nous sommes persuadés que le retrait des troupes soviétiques améliorera [les] chances [d'une révolu-

tiques, lequel ne peut que favoriser concrètement la victoire des dites forces réactionnaires ! Heureusement, le SU se console philosophiquement, et par avance, de la victoire de la terreur blanche : « Si toutefois le gouvernement de Kaboul s'avérait incapable de survivre au retrait soviétique », proclame-t-il dans une résolution adoptée en mars dernier, « sa chute constituerait en tout état de cause un moindre mal que la perpétuation de l'enlèvement soviétique en Afghanistan » (*Inprecor* n° 263, 11 avril 1988).

« Un moindre mal », le massacre des militants de gauche et des femmes dévoilées ?! « Un moindre mal », l'instauration d'un régime fanatiquement anticommuniste à la frontière sud de l'URSS ?! On croit rêver devant tant de cynisme ! Les partisans d'un soi-disant « troisième camp » finissent toujours dans le camp impérialiste. ■

Le PCF soulagé par le retrait d'Afghanistan

A l'heure où les derniers soldats du corps expéditionnaire soviétique s'en-voient de Kaboul encerclé par la chouannerie islamique, la direction réformiste du PCF continue imperturbablement à se féliciter de la trahison des intérêts des peuples afghans et soviétiques que constitue le retrait de l'Armée rouge. Dans *l'Humanité* du 2 février, Francis Crémieux écrit : « Quant à la mise en forme de cette politique nationale et de ses institutions, c'est l'affaire du peuple afghan. »

Marchais et Cie ont tout lieu d'être satisfaits que Gorbatchev ait tenu si loyalement sa promesse de retirer, quoi qu'il arrive, le dernier soldat soviétique avant le 15 février. Cette décision du secrétaire général du PCUS a en effet

permis à la direction du PCF de réconcilier un soutien déclaré à la politique internationale de l'URSS avec sa capitulation à plate couture, en juin 1981, devant la campagne antisoviétique de la bourgeoisie française.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'en 1979, rejeté dans le ghetto, le PCF soutenait l'intervention soviétique mais que pour avoir quatre ministres « communistes » dans le gouvernement de guerre froide de Mitterrand la direction Marchais devait cosigner avec le PS la déclaration suivante : « [...] ils [PCF et PS] affirment le droit du peuple afghan à choisir son régime et son gouvernement et se prononcent pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et la cessation de toute ingérence étrangère » (*le Monde*, 25

juin 1981).

Aujourd'hui, à Kaboul et dans les autres villes d'Afghanistan, les militants du PDPA, les femmes libérées de l'esclavage du voile, tous les progressistes du pays se préparent à combattre, les armes à la main, les fanatiques réactionnaires soutenus par l'impérialisme. Il est probable que *l'Humanité* publiera prochainement des articles poignants sur cette bataille sans merci. Mais que les ouvriers conscients, que les militants communistes qui veulent sincèrement défendre la patrie d'Octobre contre les attaques impérialistes, n'oublient pas que des années durant, les dirigeants du PCF ont souhaité que les Soviétiques abandonnent le camp du progrès social en Afghanistan. ■

MEETING
de la Ligue trotskyste

LA BATAILLE
POUR L'AFGHANISTAN

Vendredi 10 mars à 19 heures
23, rue de Bourgogne
Lyon IXème Vaise

Tout contact : M. Delalandre
BP 7104 69353 Lyon Cedex 07
Tél : 78 58 62 17

Les nettoyeurs du métro contre leur patron négrier

La grève de la COMATEC doit vaincre!

Paris, 24 février. Depuis le 9 février, les nettoyeurs du métro parisien sont en grève contre leur patron : la COMATEC. La grève, qui touche la majorité des ouvriers, a démarré pour demander l'annulation du licenciement abusif d'un chauffeur, victime d'un banal accident de la circulation. Licenciements, sanctions et brimades racistes sont le lot quotidien à la COMATEC. Déjà en 1986, les nettoyeurs, en écrasante majorité originaires du Maghreb ou de l'Afrique noire, s'étaient mis en grève pendant dix jours pour exiger le renvoi d'un cadre particulièrement raciste. Malheureusement, leur lutte courageuse fut bradée par les bureaucraties syndicales et ils ne purent obtenir satisfaction sur ce point (cf. *le Bolchévik* n°64, juin 1986).

Aujourd'hui, les ouvriers de la COMATEC sont en grève contre les salaires de misère, les conditions de travail exécrables et l'arbitraire raciste. Ils réclament 5 500 francs minimum, alors que la plupart d'entre eux doivent nourrir une famille, souvent nombreuse, avec 4 500 francs. Ils exigent que soit mis fin au système des primes à la tête du client, de façon à obtenir un salaire véritable et fixe. Ils se battent pour que cessent les embauches d'intérimaires ou sous contrats à durée déterminée, et demandent l'embauche définitive des quelque trois cents ouvriers ainsi précarisés. Et enfin, ils luttent contre le racisme et les sanctions quotidiennes. « *Trois cafés dans ta journée, et c'est la sanction* », nous déclarait un gréviste.

La COMATEC, véritable entreprise négrière, « marche » au régime de la



24 février — Les grévistes de la COMATEC manifestent à Paris.

terreur pour maintenir les salaires les plus bas possible et les conditions de travail les plus contraignantes — et rentables — possible. Et à terme, l'entreprise de sous-traitance et la RATP projettent de réduire les effectifs, aujourd'hui de 1 462, à 856. Les licenciements prévus font partie intégrante de la politique de la RATP qui coupe dans les budgets de maintenance et de sécurité. Le nettoyage des quais, des voies et des rames fait aussi partie de la sécurité. Il faut se battre contre tout licenciement!

La grève est dure et amère. Le patron, avec l'appui de la direction de la RATP, encadre et « protège » les jaunes et les intérimaires avec des

flics, des vigiles avec des chiens et des agents des « brigades de surveillance », aussi appelées « mafia ». Ces « agents de surveillance » en civil et « assermentés », véritables flics de la RATP, se sont violemment attaqués aux grévistes, n'hésitant pas à utiliser des gaz lacrymogènes dans l'enceinte du métro ! Des militants CFDT, venus à la rescousse d'un reporter du *Bolchévik* pris à partie par ces « agents », ont été arrêtés, maintenus en garde à vue plusieurs heures durant, et inculpés alors que ces flics-maison les avaient attaqués à coups de lacrymo ! Levée immédiate des inculpations ! Dissolution des « brigades de surveillance » racistes et briseuses de grève !

La grève de la COMATEC est soutenue par la CFDT et par la CNT-AIT anarcho-syndicaliste, mais la CGT des ports et docks qui organise une partie de la force de travail n'appelle pas à la grève, même si quelques-uns de ses militants sont dans le mouvement. Pratiquement tous les nettoyeurs sont syndiqués. Les grévistes ont constitué un comité de grève formé de militants CFDT et CNT. Dans les assemblées générales des grévistes, où les interventions sont traduites simultanément en arabe, ouolof et français, la combativité est grande ainsi que le désir d'arrêter les jaunes. Les dirigeants temporisent. Isolés, les nettoyeurs du métro, malgré leur courage, sont vulnérables. Il faut se tourner vers les syndicats et les employés de la RATP qui ont mené à l'automne une lutte contre l'Etat-patron qui n'a pas hésité à recourir à l'armée. La volonté de lutte existe dans la RATP, témoins les débrayages protestant contre le viol d'une employée. Le sentiment de solidarité existe également ; des conducteurs ont refusé de prendre leur rame, souillée par les détritrus !

La RATP et la SNCF utilisent en sous-traitance ou en tant qu'auxiliaires des ouvriers immigrés sous-payés et précarisés, les syndicats doivent exiger et lutter pour l'intégration de ces ouvriers dans la RATP et la SNCF et pour l'abolition de la réglementation qui interdit l'accès des « étrangers » à ces entreprises !

Solidarité avec les nettoyeurs du métro ! A travail RATP, statut de la RATP ! Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés ! ■

Pour un enseignement de qualité pour tous!

Abrogation du projet Jospin!

L'éducation serait une priorité de Mitterrand. Le projet concocté par Jospin sur la « revalorisation de la fonction enseignante et la modernisation du système éducatif » et présenté le 17 janvier dernier ne dément pas les promesses électorales : après les PTT, la SNCF et d'autres secteurs de la fonction publique, c'est au tour des enseignants et de l'Ecole de faire les frais de la politique d'austérité capitaliste appliquée avec constance et détermination depuis 1981 par les différents gouvernements de front populaire.

Dès le 8 décembre 1988, Rocard annonçait la couleur sur les revendications salariales légitimes des enseignants : « *Demander beaucoup d'argent pour la revalorisation aux contribuables qui, très souvent d'ailleurs, sont aussi parents d'élèves, tout en gardant un tel taux d'échec scolaire, ainsi qu'un niveau de qualité générale du système tel qu'il est, c'est-à-dire bien inférieur aux besoins, personne ne le comprendrait* » (*l'Humanité*, 4 janvier).

Cette mise en garde cynique, qui fait porter aux enseignants la responsabilité individuelle de l'échec scolaire scier par le délabrement du système éducatif, a trouvé sa concrétisation dans les scandaleuses propositions de nouvelles grilles des salaires offertes par Jospin en guise de « revalorisation ». Rentabilité, avancement au

mérite, renforcement de l'autorité hiérarchique : Jospin se montre ainsi le digne continuateur de Monory et sa réforme sur les « maîtres-directeurs ». Ces mesures salariales, si elles sont appliquées, non seulement n'apporteront aucune réelle amélioration financière, mais de plus serviront de fer de lance pour des attaques contre d'autres secteurs de la fonction publique. Abrogation immédiate du projet Jospin !

Parallèlement, il y a la fameuse « modernisation du système éducatif ». Là, c'est derrière des pseudo-considerants pédagogiques, « souplesse, autonomie, modifications des rythmes scolaires, adaptations des contenus etc. », que se cache la misère des moyens budgétaires débloqués pour le recrutement des enseignants, formation, l'équipement et la construction des établissements scolaires. Le choix est clair : loin d'aller dans le sens d'une éducation de qualité pour tous, ces propositions vont au contraire accentuer la constitution d'une école à deux vitesses, renforcer la ségrégation raciste et sociale entre les écoles ghettos réservées aux enfants de la classe ouvrière, en particulier immigrée, et les bonnes écoles fréquentées par les enfants de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. Ces intentions sont d'autant plus claires que c'est en particulier sur l'école primaire et maternelle, le seul niveau auquel

accèdent réellement tous les enfants, que pèsent les plus sérieuses menaces de dégradation. Par exemple, le projet de recrutement comme instituteurs de mères de famille de trois enfants ! Encore plus menaçante, cette déclaration de Jospin en octobre 1988 : « *Je ne suis pas sûr que ce soit à l'Education nationale d'assumer dès l'âge de deux ans une mission sociale indispensable mais qui relève peut-être d'autres structures : crèches, garderies, maisons d'enfants...* » (*l'Ecole libératrice*, 3 décembre 1988). Même si cette

déclaration intempestive a été rectifiée par d'autres plus diplomatiques, l'intention demeure. Et il faudra s'attendre à ce que soit remis en cause par des méthodes plus ou moins directes cet acquis important : la prise en charge par l'Ecole publique des enfants dès l'âge de deux ans. Cette menace vise en particulier les femmes de la classe ouvrière sur qui la société capitaliste fait peser tâches ménagères et soin des enfants, et qui verraient ainsi gravement entraver leur droit au travail.

Suite ci-contre



LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

« Les Versets sataniques » doivent être traduits et publiés !

24 février – La mobilisation réactionnaire autour du roman de Salman Rushdie, *les Versets sataniques*, jugé « blasphématoire » par Khomeiny, est devenue en quelques jours un monstrueux délire meurtrier. A peine les derniers soldats soviétiques partis d'Afghanistan, les intégristes islamistes se sont senti le vent en poupe. L'imam Khomeiny avait déjà préparé le X^e anniversaire de son régime obscurantiste par le massacre de milliers d'opposants iraniens dans ses prisons. Aujourd'hui, le maître de Téhéran vient de lancer l'ordre ahurissant de traquer et tuer Salman Rushdie et ses éditeurs, avec en prime un à trois millions de dollars et la promesse d'être élevé à la condition de « martyr »... « *La flèche est déjà lancée vers son objectif* », déclare un de ses lieutenants. Et ces fous de dieu ne plaisantent guère !

L'écrivain britannique Salman Rushdie, originaire d'une famille d'Indiens musulmans et féru d'histoire islamique, est connu pour avoir reçu en 1981 le prix Booker pour son livre, traduit en français, *les Enfants de minuit* qui traite de la partition entre l'Inde et le Pakistan. Son livre, *les Versets sataniques*, publié en septembre dernier à Londres, a reçu aussi, l'année dernière, le prix Whitbread des oeuvres de fiction. Ce roman onirique décrit l'expérience douloureuse des immigrés arrivant du sous-continent indien dans la Grande-Bretagne de Thatcher ; il s'attaque à toutes les formes de racisme, au fanatisme religieux et à l'intégrisme – dénonçant particulièrement

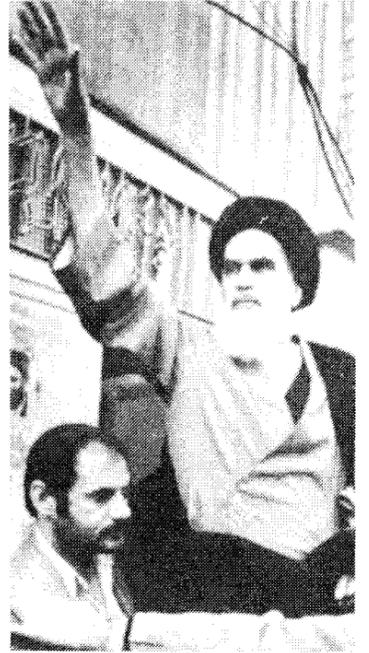
la condition épouvantable faite à la femme sous la *charia*.

La triste ironie, c'est que ce livre a été au début vilipendé par tous les torchons de la presse britannique parce qu'il s'en prend au racisme qui sévit dans ce pays. Mais l'hideuse campagne déclenchée par les intégristes islamistes ne peut que provoquer un retour de flamme de terreur raciste dirigée contre les communautés musulmanes dans les métropoles impérialistes. Déjà en France, l'abbé Aulagnier, chef des fascistes en soutane de Lefebvre, s'est jeté dans la mêlée en proclamant que l'« islam est une religion satanique » (*Libération*, 23 février). Chez ces autres fous de dieu – de la secte catholique – une telle déclaration est un appel à une croisade sanglante pour purifier l'Occident chrétien de ses immigrés !

En France toujours, c'est le sieur Decourtray, cardinal de son sinistre état, qui vient de verser de son huile sainte sur le feu du bûcher allumé par ses acolytes intégristes musulmans pour brûler les œuvres de la pensée humaine échappant à leur emprise moyen-âgeuse : « Une fois encore, des croyants sont offensés dans leur foi. Hier les chrétiens, dans un film défigurant le visage du Christ. Aujourd'hui les musulmans, dans un livre sur le Prophète » (*Ibid.*) Emouvante solidarité des trafiquants d'opium du peuple ! Le « primat des Gauls » (sic) n'avait certes pas appelé à une chasse à l'homme contre Scorsese, mais le bilan de la campagne lancée contre son film, *la Dernière tentation du Christ*, par les



Der Spiegel



Gamma

Après les autodafés du livre de Salman Rushdie, Khomeiny a mis à prix la tête de l'écrivain.

dignes successeurs des inquisiteurs et autres massacreurs de la Saint-Barthélemy, et reprise en mains par les fascistes, s'élève néanmoins à des cinémas incendiés, à des dizaines de blessés et à un mort. « Si on ne respecte pas le sacré, on déchaîne le diable » (*le Monde*, 25 octobre 1988), avait alors jésuitement conclu Lustiger, archevêque de Paris reconverti en Ponce Pilate !

L'Eglise catholique, en tant qu'institution vivant matériellement de l'ignorance, de la superstition et des préjugés, n'a rien abandonné de sa mission historique réactionnaire. Bien au contraire, la campagne antisoviétique des impérialistes – et principalement autour de la Pologne de Solidarnosc – l'a enhardie, elle et tout ce que la planète compte de créatures les plus hideuses et les plus enrégées contre le moindre progrès social. Roman de Rushdie, film de Scorsese, pilule abortive, enseignement du catholicisme à l'école publique, droit à l'avortement, préservatifs, etc. – c'est tous azimuts qu'aujourd'hui elle s'affirme ouvertement comme l'avant-garde de l'« ordre moral » dans ce pays. Et de la loi Savary à la campagne sur le SIDA, les divers gouvernements « de gauche » lui ont fait concession sur concession dans le but de se ménager ce puissant instrument du maintien des exploités et opprimés dans l'obéissance servile au capitalisme. Curés hors des chambres à coucher ! Séparation complète de l'Eglise et de l'Etat !

Suite à l'affaire Rushdie, le gouvernement français a rappelé son ambassadeur à Téhéran. Belle hypocrisie ! Il y a deux semaines encore, Rocard – à la recherche de marchés en Iran, après avoir joué les marchands de canons dans l'interminable boucherie entre l'Iran et l'Irak – osait déclarer à Genève à propos du régime khomeinyste : « Le sens de la pente est plutôt ascendant, même si nous ne sommes pas au sommet en matière de droits de l'homme » (*le Monde*, 8 février). Et ce, juste après plusieurs mois de massacres d'opposants politiques en Iran ! Mais qu'attendre d'autre du représentant d'un impérialisme qui, dans l'Histoire, s'est couvert aux quatre coins du monde du sang des ouvriers et des peuples coloniaux ?

Il y a également quelque chose d'écœurant dans les cris outragés de

l'establishment français se parant de termes tels que « tolérance », « démocratie », etc., alors que les mêmes se taisent généralement quand ce pays interdit régulièrement à l'affichage des revues sous couvert de « protection de la jeunesse », censure un livre comme *l'Os de Dionysos* pour « pornographie » ou que la police des frontières arrête des publications étrangères qui ont le malheur d'aller à l'encontre des bonnes relations qu'entretient « la France » avec les dictatures néo-coloniales africaines. Ces mêmes « libéraux » et sociaux-démocrates sont aussi ceux qui, parce qu'elles combattent l'URSS, applaudissent la réaction cléricaliste antisémite polonaise ou la réaction islamiste afghane qui ne rêve que de plonger l'Afghanistan au moins dans la même barbarie obscurantiste que l'Iran ! Et, bien sûr, ces héros afghans de l'Occident n'ont pas manqué, comme le rapporte *le Monde* du 17 février, d'exprimer leur « haine » à l'égard du roman de Rushdie...

Comme le déclarent nos camarades américains du Partisan Defense Committee et de la SL/US dans un texte diffusé au cours de la manifestation du syndicat national des écrivains à New-York le 22 février : « On peut lire aujourd'hui, au mémorial aux victimes du camp de concentration de Dachau, l'avertissement du poète radical juif allemand Heinrich Heine : "Dès lors qu'ils brûlent des livres, ils finiront par brûler des gens." Afin de préserver un système social qui a survécu à sa mission progressiste épuisée avant même la fin du XIX^e siècle, les classes dirigeantes capitalistes sont obligées de faire revivre l'obscurantisme religieux, la superstition et la terreur ; le pogrom est industrialisé, l'inquisition utilise le dernier cri de la technique et l'Apocalypse est nucléaire. On ne peut pas séparer la défense de l'oeuvre accomplie en matière culturelle, scientifique et sociale par la Renaissance, par les grandes révolutions démocratiques bourgeoises, y compris la Guerre civile américaine, des conquêtes de la révolution d'Octobre en Russie – de la libération de la conscience à la libération du joug de l'exploitation. En défense des droits démocratiques fondamentaux et de la décence humaine élémentaire, nous exigeons : Laissez les Versets sataniques être lus ! »



Patrick Adnan

Paris, 19 février – Des intellectuels manifestent contre le fanatisme.

Ces mesures ont provoqué beaucoup de remous parmi les enseignants, où se recrutent pourtant les plus fidèles électeurs de Mitterrand. En janvier et février derniers, de nombreux appels à la grève ont été lancés par divers syndicats de la FEN, en particulier le SNES, dominé par la tendance Unité et Action, dirigée par le PC, et ont été largement suivis. Autant de signes d'un grand mécontentement légitime dans un milieu très peu enclin à se mobiliser. Mais cette combativité risque bien de s'épuiser rapidement dans les actions dispersées, sans lendemain et démoralisantes, comme les innombrables « journées d'action » ou les gadgets ridicules comme la grève des notes ou les grèves tournantes « par matières », proposées par les bureaucraties syndicales, comme moyen de faire pression sur le gouvernement sans remettre en cause le soutien sans failles que les réformistes qui dirigent les syndicats ont apporté depuis huit ans à ce gouvernement antiouvrier. Un exemple entre autres : la campagne cynique du PC ré-

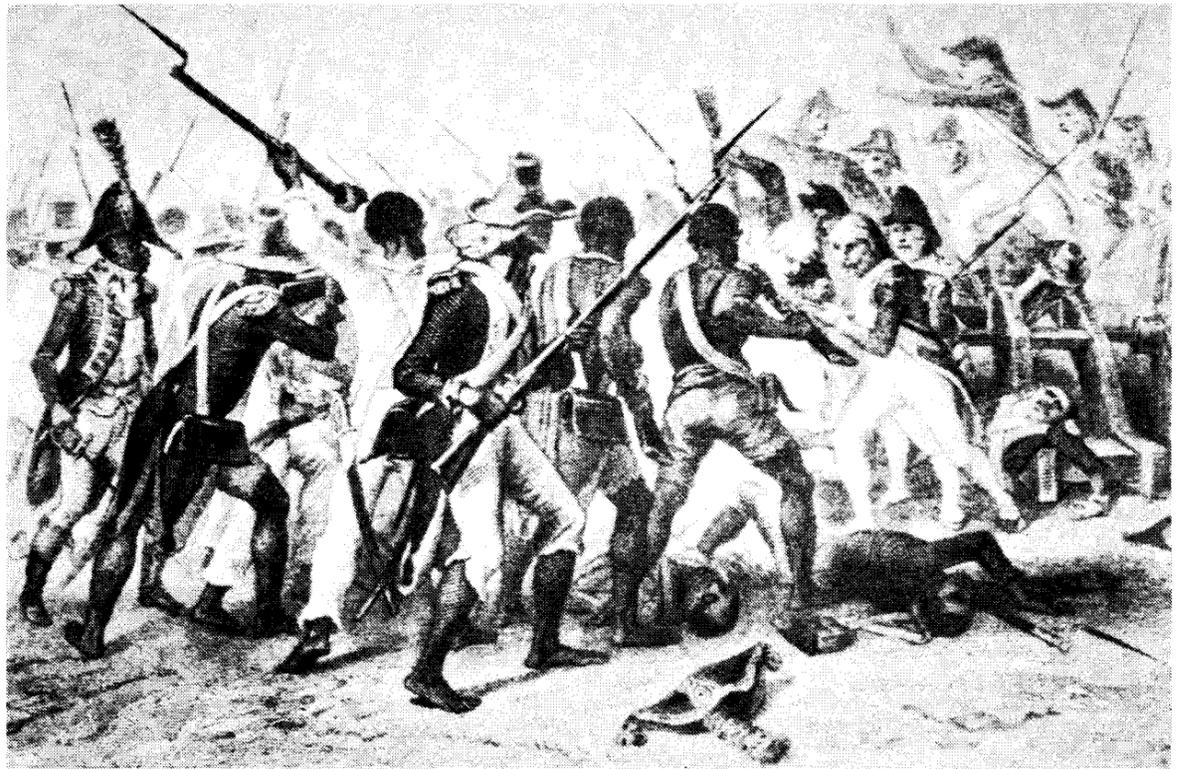
clamant que 40 milliards soient retirés du budget de surarmement, alors que les députés communistes se sont honteusement abstenus lors du vote du budget d'austérité présenté par le gouvernement Rocard pour ne pas gêner ce dernier ! Une attaque contre les salaires et les conditions de travail des enseignants est une attaque contre tous les fonctionnaires ! Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est une vraie grève générale de tout le corps enseignant, rapidement relayée par toute la fonction publique pour stopper les attaques.

A la différence des réformistes de tous poils, nous n'avons aucune illusion sur le caractère de classe de l'enseignement sous le capitalisme, mais nous pensons que la classe ouvrière doit lutter pour un enseignement public, laïque et de qualité dans des écoles ouvertes à tous. C'est pourquoi la classe ouvrière et ses organisations doivent s'opposer fermement à tous ces projets, comme celui de Jospin, qui tendent à miner ce droit démocratique. ■

Révoltes d'esclaves aux Amériques



Schornburg Collection



Bibliothèque d'Histoire Coloniale

Toussaint-Louverture (à gauche) a dirigé la Révolution haïtienne. A droite, des esclaves noirs affrontent les colonialistes blancs en 1791.

TOUSSAINT-LOUVERTURE ET LA REVOLUTION HAITIENNE

Nous publions ci-dessous la deuxième partie de l'article commencé dans le Bolchévik n° 90. Cet article est traduit de Workers Vanguard, le journal de nos camarades américains.

Deuxième partie

« Pensent-ils que des hommes qui ont été à même de jouir des bienfaits de la liberté, regarderont calmement qu'on les leur ravisse ? [...] Mais non, la main qui a rompu nos chaînes ne nous asservira pas à nouveau. La France ne reniera pas ses principes [...]. Mais si, pour rétablir l'esclavage à Saint-Domingue, on faisait cela, alors je vous le déclare, ce serait tenter l'impossible ; nous avons su affronter des dangers pour obtenir notre liberté, nous saurons affronter la mort pour la maintenir [souligné par Toussaint] » (Toussaint-Louverture, « Lettre au Directoire » [1796], cité dans CLR James, *les Jacobins noirs*).

En janvier 1802, une escadre française mouillait dans la baie de Samana, sur la côte est d'Hispaniola. Forte de vingt mille soldats et officiers aguerris, cette force d'invasion était la plus grande expédition jamais partie des côtes de France. Elle avait été envoyée pour annihiler le gouvernement des Noirs à Saint-Domingue [Haïti], avait dit Napoléon Bonaparte à son ministre des Affaires étrangères Talleyrand. Depuis les hauteurs surplombant le port, Toussaint-Louverture contemplait la scène. Cet ancien esclave avait conduit la révolution qui avait brisé les chaînes de l'esclavage, vaincu les Britanniques, unifié l'île et restauré sa prospérité après une guerre dévastatrice. Tout ce qui avait été conquis par une lutte colossale était maintenant en danger.

Toussaint savait que la flotte de guerre de Napoléon venait pour réduire à nouveau les Noirs en esclavage, aussi sûrement que Napoléon pouvait voir que

la politique de Toussaint conduisait inexorablement à l'indépendance. L'amiral Leclerc amenait avec lui une lettre promettant de respecter la liberté des Noirs... et des instructions secrètes lui enjoignant de rétablir l'esclavage dès que Toussaint serait éliminé. Napoléon, dont la femme Joséphine possédait des plantations dans les Antilles, voulait se débarrasser des « Africains empanachés ». Mais les vociférations racistes du Premier Consul et ses troupes d'élite ne pouvaient pas vaincre l'armée noire révolutionnaire, qui se battait littéralement pour « la liberté ou la mort ».

TOUSSAINT, SPARTACUS ET JACOBIN NOIR

Toussaint-Louverture était un homme de la Révolution française. Bien qu'il ne fit pas confiance à Napoléon, en même temps il ne pouvait pas se résoudre à renier ses origines politiques et à rompre brutalement avec la France. Toussaint était à la tête de ce qui était de facto un pays indépendant. Il signait des traités avec les Britanniques et les Américains. En mai 1801, il avait pro-

mulgué une constitution qui proclamait Saint-Domingue une « colonie de la France indépendante » et le nommait lui-même gouverneur général à vie. Mais il n'affrontait pas le fait que Thermidor avait partiellement renversé les conquêtes de la révolution. A un moment crucial, il fut ainsi paralysé politiquement.

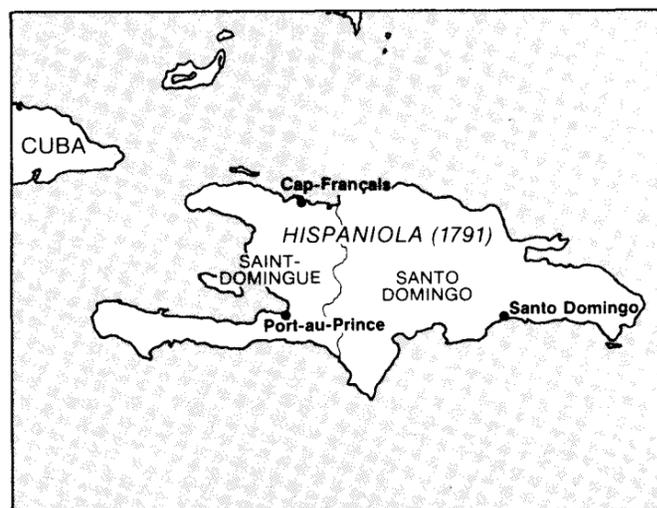
La campagne de Napoléon dura de février à juin 1802. Pendant cette période, les forces de Toussaint l'emportèrent militairement sur celles des Français. Mais il n'appela pas les Noirs à la résistance à outrance, n'avertit pas qu'une victoire française ramènerait le fouet des esclavagistes, désarmant ainsi politiquement ses partisans. Après que ses principaux généraux – Christophe, Maurepas et les Mulâtres Rigaud et Pétion – se furent ralliés aux Français, Toussaint négocia une trêve. Peu après, il tomba dans ce qui était de toute évidence un piège et fut kidnappé par les Français. Il fut déporté dans un cachot humide dans le Jura, à dix mille kilomètres de Saint-Domingue. Maltraité et privé de soins médicaux, il y mourut en avril 1803, à l'âge de

cinquante-cinq ans.

Tous les historiens se sont posé la même question : sachant la valeur de Toussaint, sachant qu'il était conscient de ce que devait signifier l'expédition de Napoléon, pourquoi a-t-il abandonné la partie quand il aurait pu vaincre les Français et proclamer l'indépendance ? Aimé Césaire, le champion littéraire de la « négritude » et l'obédient satrape de la colonie française de la Martinique, voit dans la reddition de Toussaint un « sacrifice ». Il aurait voulu « disparaître pour unir » Noirs et Mulâtres contre le pouvoir colonial. Pourtant, « la vérité est que la défaite de Toussaint ne fut pas d'ordre militaire, mais d'ordre politique [...]. Il y a un mot magique que Toussaint refusa toujours de prononcer : le mot indépendance » (Aimé Césaire, *Toussaint-Louverture* [1961]).

CLR James écrit : « Il était devenu ce qu'il était de par son allégeance à la Révolution française et à tout ce qu'elle représentait d'ouverture pour l'humanité en général, et pour le peuple de Saint-Domingue en particulier. Mais cette allégeance fut aussi, au bout du compte, sa perte » (*les Jacobins noirs*). James, qui était alors trotskyste mais devait devenir plus tard panafricaniste, affirme que Toussaint s'était aliéné les masses noires en refusant de tenir suffisamment compte des sentiments raciaux, et que cela devait provoquer sa chute. Il écrit : « Ces sentiments anti-blancs des Noirs ne constituaient pas une violation de la liberté et de l'égalité ; ils étaient en réalité l'expression d'une profonde politique révolutionnaire. » Ce que refusait Toussaint, c'était le massacre en masse des Blancs, perpétré plus tard par Dessalines après l'indépendance et qui, loin d'être « une profonde politique révolutionnaire », conduisit au contraire à la catastrophe économique.

James et Césaire tiennent tous deux



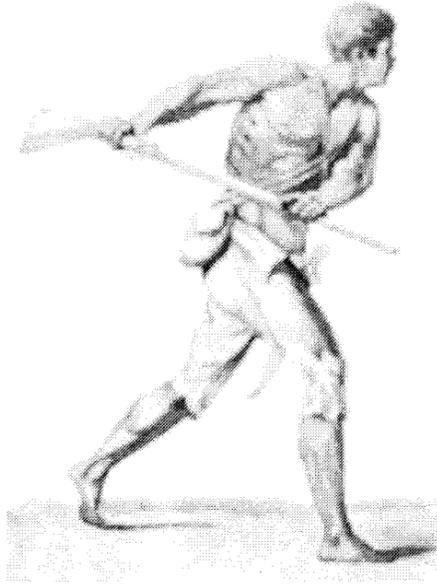
Carte Workers Vanguard

La Révolution haïtienne a inspiré des révoltes d'esclaves dans toutes les Caraïbes.

pour acquis que le résultat logique de la Révolution haïtienne ne pouvait être que l'indépendance telle qu'elle a finalement eu lieu. Ils plaquent les luttes de libération nationale du XX^e siècle sur l'aube du XIX^e, et tirent un trait d'égalité entre la lutte des Noirs haïtiens et les guerres d'indépendance d'Amérique du Nord et d'Amérique latine. C'est passer à côté de ce qui pour Toussaint était fondamental: le lien avec la Révolution française, à l'avant-garde du progrès social de l'époque, le seul pays capitaliste qui avait décrété (bien qu'avec réticences) l'abolition de l'esclavage. Le libérateur de Saint-Domingue était à la pointe de la révolution sociale démocratique bourgeoise des deux côtés de l'Atlantique.

Il y a un lien direct avec l'attitude de Toussaint envers les anciens planteurs. Ce qui l'animait n'était pas de l'amour pour les Blancs de Saint-Domingue, dont les crimes bestiaux perpétrés contre les esclaves avaient nourri la soif de vengeance des masses noires. C'était plutôt, comme l'écrit James, qu'*« il était [...] convaincu que si Saint-Domingue se coupait de la France, ce serait la décadence »*. S'il critique la soi-disant *« position irréaliste à l'égard des anciens maîtres »* de Toussaint, James estime à juste titre que celle-ci découlait de ce qu'il *« constatait simplement qu'eux seuls possédaient ce qui était nécessaire à la société dominicaine »*. De même, de par le lien avec la France, les officiers blancs qui constituaient l'état-major de Toussaint étaient aux premières lignes dans la lutte révolutionnaire; sans celui-ci, ils devinrent au mieux des mercenaires, au pire des agents de la cinquième colonne.

Pour Toussaint, l'indépendance n'était pas un « mot magique ». Elle nécessitait la collaboration avec les



John Stockdale, Londres

Leonard Parkinson (ci-dessus), qui en 1795 prit la tête de la révolte des marrons de la Jamaïque (à droite), recevait de l'aide des Jacobins.

« L'importance et le sens de la Révolution française étaient perpétuellement sur ses lèvres, dans ses déclarations publiques, dans sa correspondance, dans l'intimité spontanée de sa conversation privée: c'était le stade le plus élevé de l'existence sociale qu'il pût imaginer [...]. Personne n'était, mieux que lui, conscient de la nécessité pratique de la révolution, face à l'arriération sociale et aux conditions de vie primitives qui l'entouraient. »

Jusqu'à la fin, Toussaint essaya désespérément d'influencer le cours de la Révolution française, en se liant aux éléments les plus avancés représentés par les Jacobins. Mais après la chute de ces derniers, le 9 Thermidor (27 juillet 1794), une contre-révolution politique avait lieu, qui allait finalement signifier le rétablissement de l'esclavage dans les colonies. La défaite de Toussaint à Saint-Domingue n'a pas eu comme cause une quelconque « attitude irréaliste » envers les Blancs. Elle a été la conséquence directe de la défaite de Robespierre et de Saint-Just à Paris.

Le triomphe de la réaction thermidorienne, avec l'ascension de Napoléon Bonaparte, coupa court à l'extension internationale de la vague démocratique révolutionnaire. Pour les Noirs d'Hispaniola, il signifiait que, sans une alliance avec un pays comme la France, pays avancé où la révolution industrielle prenait corps, l'indépendance nationale isolée était la seule alternative au rétablissement de l'esclavage au moment où le « parti de la propriété » décapitait les révolutionnaires jacobins, blancs et noirs.

DESSALINES ET THERMIDOR

Après la mort de Toussaint, Dessalines rompit avec les Français, arracha la bande blanche du drapeau tricolore et engagea la lutte pour l'indépendance. Quand la nouvelle du rétablissement de l'esclavage à la Guadeloupe parvint à Saint-Domingue, en juillet 1803, la révolte devint générale. En six mois, tout était fini. Les Français rembarquèrent en décembre, l'indépendance fut proclamée le 1^{er} janvier 1804, et le nouvel Etat fut baptisé Haïti (*Ayiti* signifie montagne dans la langue des Indiens Arawaks). L'anéantissement des armées napoléoniennes amena immédiatement Napoléon à décider d'abandonner toute nouvelle expansion dans les Amériques, ouvrant ainsi la porte à l'achat de la Louisiane par les Etats-Unis en 1804.

Ce fut Dessalines qui conduisit et gagna la bataille finale pour l'indépendance. Aujourd'hui, la gauche haïtienne accepte sans aucune critique la glorification par les duvaliéristes de Dessalines comme « fondateur de la nation ». *Mais si Dessalines réussit là où Toussaint avait échoué, c'est précisément*



J. Bourgois

parce qu'il apporta le Thermidor à Saint-Domingue.

Alors qu'elle parle avec éloquence de la liberté, la Déclaration d'indépendance de Dessalines ne mentionne pas l'égalité ni la fraternité. Imitant symboliquement Napoléon, il se fit couronner empereur Jacques I^{er}, en octobre 1804. En ordonnant le massacre sur une grande échelle des Blancs (massacre qui n'égale cependant pas les traitements que ces mêmes Blancs infligeaient ordinairement aux esclaves noirs), il détruisit les cadres qualifiés qui étaient d'une importance cruciale pour le progrès économique. Pour la masse des Noirs, il réintroduisit le fouet sous la forme à peine déguisée de la *liane* (un fouet fait de tiges végétales) comme moyen d'assurer la discipline du travail.

A ses conseillers qui réclamaient qu'on donne aux masses une éducation morale dans l'esprit de la Révolution française, Dessalines répondit: *« Vous vous trompez: les travailleurs ne peuvent être contrôlés qu'avec la menace de la punition et même de la mort; je ne les mènerai que par ces moyens; ma "moralité" sera la baïonnette. »*

En deux ans, la révolte était générale. Dessalines fut assassiné par sa propre armée en octobre 1806, et son corps fut lapidé et traîné dans les rues de Port-au-Prince. Le pays fut divisé. Après 1806, le Nord noir était gouverné par Christophe, et le Sud mulâtre par Rigaud puis par Pétion. Christophe instaura dans le Nord un régime autocratique, alors que dans le Sud mulâtre les formes républicaines étaient préservées. Mais dans cette région, les plantations furent divisées en petites parcelles, et l'économie déclina rapidement jusqu'au niveau de la survie, tandis que la nouvelle bourgeoisie mulâtre avait solidement assis son pouvoir. Ce ne fut qu'en 1820 qu'Haïti fut réunifié par le mulâtre Boyer, après la mort de Christophe.

HAÏTI ET LES REVOLTES D'ESCLAVES DES CARAÏBES

Mais les ex-esclaves de Saint-Domingue n'étaient pas seuls quand ils vainquaient les armées coloniales de la Grande-Bretagne et de la France. La Révolution haïtienne a servi d'étincelle pour des révoltes d'esclaves dans toutes les Caraïbes; bien plus, elle les a liées à la révolution démocratique bourgeoise internationale.

Depuis le début du système de plantations, des esclaves s'étaient soulevés pour secouer les chaînes de la servitude. Le premier soulèvement noir attesté dans le nouveau monde s'était produit en 1522, dans l'île d'Hispaniola, quand des Wolofs d'Afrique de l'Ouest s'enfuirent de la plantation sucrière de l'amiral Diego Colón. Depuis cette date, des soulèvements d'esclaves eurent lieu

presque chaque année au cours des XVI^e et XVII^e siècles, sur l'une ou l'autre des îles Caraïbes.

Ces soulèvements d'esclaves étaient partout féroce ment réprimés. Ceux qui en réchappaient s'enfuyaient vers l'intérieur des terres pour former des colonies de marrons (*maroons* en anglais, *cimarrones* en espagnol). Les marrons cherchaient fréquemment à traiter avec les esclavagistes, pourchassant les fugitifs et aidant à réprimer les révoltes d'esclaves. Les planteurs ne les attaquaient pas moins, car ils ne pouvaient pas tolérer l'existence de communautés de Noirs libres. Cependant, lors des révoltes marrones, les esclaves cherchaient tout au plus à échapper au fouet des maîtres d'esclaves, et jamais à renverser le système esclavagiste.

La Révolution haïtienne devait changer tout cela. Le but n'était plus de restaurer les rapports sociaux communautaires primitifs de l'Afrique, mais d'étendre la révolution sociale. Ceci fut précisément rendu possible par la combinaison de la plus grande de toutes les révoltes d'esclaves et de la révolution bourgeoise en France. Comme l'écrit Eugene Genovese, *« la Révolution française a apporté les conditions dans lesquelles une révolte massive à Saint-Domingue pouvait devenir une révolution à part entière »*: *vers la fin du XVIII^e siècle, le contenu historique des révoltes d'esclaves a changé de façon décisive. De tentatives d'échapper à l'esclavage, on passait à des tentatives de renverser l'esclavage en tant que système social. La grande révolution noire à Saint-Domingue a marqué le point charnière »* (Eugene Genovese, *From Rebellion to Revolution: Afro-American Slave Revolts in the Making of the New World*, 1979).

Saint-Domingue n'était pas un coin perdu, mais la colonie la plus lucrative du monde, liée aux secteurs les plus dynamiques du capitalisme français. Les ex-esclaves d'Hispaniola ne cherchaient pas à bâtir une « colonie de marrons géante », mais participaient avec les

Suite page 8



Macmillan Company

Les dirigeants de la Révolution haïtienne

pays les plus avancés socialement et économiquement. Il comprenait intuitivement qu'un Haïti isolé était condamné à sombrer dans la pauvreté, au niveau de la simple survie. Parlant des révolutions paysannes dans la Chine ancienne, Trotsky écrivait: *« Tant que la révolution garde son caractère purement paysan, la société ne sort pas de ces rotations sans issue »* (*Trois conceptions de la Révolution russe* [1939]). En Europe, au contraire, *« l'insurrection paysanne se trouvait victorieuse précisément dans la mesure où elle réussissait à affermir la position de la partie révolutionnaire de la population de la ville »* (*Ibid.*). Sans un lien avec l'avant-garde de la révolution bourgeoise - la France -, Haïti était une révolte paysanne sans la ville.

La clé pour comprendre Toussaint c'est, comme le titre du livre de CLR James l'exprime bien, que celui-ci était par-dessus tout un *jacobin noir*:

POUR CONTACTER LA LTF

Paris	Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 Tel: 42 08 01 49
Rouen	Spartaciste BP 240 76003 Rouen Cedex Tel: 35 73 74 47
Lyon	M. Delalandre BP 7104 69353 Lyon Cedex 07 Tel: 78 58 62 17

Toussaint...

Suite de la page 7

sans-culottes parisiens à l'avant-garde de la révolution démocratique bourgeoise. Genovese écrit : « *La Révolution haïtienne, et c'est ce qui fait qu'elle n'est pas un soulèvement d'esclaves de plus, aurait été impensable sans la Révolution française.* » Et le sort de toutes deux était nécessairement lié.

Mais avant l'invasion napoléonienne (ratée) de Saint-Domingue, à l'apogée du jacobinisme, la lutte pour la liberté, l'égalité, la fraternité et la destruction de l'esclavage avait gagné toute la Caraïbe, sans distinction de puissance coloniale. Un historien américain l'a noté : « [...] le potentiel d'agitation révolutionnaire à d'autres endroits avait des répercussions profondes chez les esclaves, dans la plupart des colonies britanniques. A la Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et à la Grenade, ils prirent une part importante à des soulèvements auxquels participaient des Blancs radicaux ainsi que des hommes de couleur libres, des Caraïbes et des marrons » (Michael Craton, *Testing the Chains: Resistance to Slavery in the British West Indies*, 1982).

Dans cette histoire, beaucoup repose sur les activités de Victor Hughes, un dirigeant jacobin mulâtre envoyé, en tant que commissaire républicain, pour amener la révolution aux îles sous le vent. Hughes amenait avec lui seulement mille cinq cents hommes, une guillotine pour imposer la terreur révolutionnaire, et surtout une imprimerie pour publier le décret révolutionnaire du 16 pluviôse An 2 (4 février 1794) qui abolissait l'esclavage dans les colonies. Débarquant en Guadeloupe, il forma une armée d'ex-esclaves qui chassèrent rapidement les envahisseurs britanniques. Bientôt, Hughes envoyait des émissaires dans toutes les Antilles.

En 1795, des révoltes éclataient à la Grenade, à Saint-Vincent, à Sainte-Lucie, à la Dominique et à la Jamaïque. Elles obligèrent les Britanniques à réduire leur corps expéditionnaire à Saint-Domingue. La première grande rébellion était dirigée par le planteur français mulâtre Julien Fédon à la Grenade. Les Mulâtres, qui souffraient des discriminations coloniales britanniques, envoyèrent des émissaires vers Hughes, à la Guadeloupe. Celui-ci leur fournit des armes et des munitions, et ils rassemblerent une armée de plusieurs milliers d'esclaves qui vainquit plusieurs expéditions britanniques. Au début de 1796, la Grenade était, dans les faits, une république noire, les Britanniques ne tenant que la capitale Saint-Georges.

Au même moment, les Noirs de Saint-Vincent se soulevaient, avec des Mulâtres francophones, et réussirent eux aussi à bloquer les Britanniques dans la capitale de l'île. Pendant ce temps, la plus grande possession britannique dans les Caraïbes, la Jamaïque, était secouée par la dernière d'une série de guerres marrons. Du fait de la révolte de Trelawney Town, en juillet 1795, les Britanniques furent contraints de rapatrier à la Jamaïque des troupes qu'ils venaient d'envoyer pour renforcer leur corps expéditionnaire à Saint-Domingue, lequel subissait les coups de l'armée noire de Toussaint. Il leur fallut cependant huit mois pour contraindre à la reddition les derniers des centaines d'insurgés jamaïcains commandés par Leonard Parkinson.

Les commissaires jacobins en Guadeloupe avaient aussi tenté de provoquer un soulèvement en Dominique, en juin 1795. Mais la rébellion fut découverte et écrasée. Au même moment, dans la colonie de Demarara (aujourd'hui le Guyana), sur la côte de l'Amérique du Sud, esclaves et marrons s'étaient révoltés en 1795, la dernière année de la domination hollandaise. Ils furent réprimés avec difficulté, car les Blancs étaient divisés entre conservateurs pro-Britanniques et partisans de l'éphémère



Bibliothèque du Congrès

Pendant la Guerre civile américaine, dans le Sud, un soldat de l'Union lit la Proclamation d'émancipation à des Noirs.

république batave profrançaise. L'agitation dans les îles sous le vent fut écrasée après l'arrivée, en mars 1796, d'un corps expéditionnaire britannique de dix-sept mille hommes.

REVOLUTION HAÏTIENNE ET EMANCIPATION DES NOIRS

Le fait le plus important était que, comme nous l'avons vu, la Révolution haïtienne avait transformé les luttes pour la libération des Noirs. Ce n'était plus des révoltes isolées d'esclaves qui regardaient vers le passé, car cette révolution avait établi le lien avec la vague démocratique révolutionnaire qui déferlait sur les Amériques. L'abolition du commerce des esclaves par la Grande-Bretagne, en 1807, reflétait les intérêts commerciaux de la bourgeoisie anglaise, dont les colonies des Caraïbes étaient en déclin. Mais cette décision avait été fortement influencée par la crainte de la contagion en provenance d'Hispaniola. La jeune République noire était vue dans le monde entier comme un phare de la lutte pour l'indépendance : dans les années 1820, les Grecs en lutte contre la Turquie pour leur indépendance demandèrent de l'aide à Haïti. Haïti répondit en leur envoyant la seule chose qu'ils pouvaient offrir : du café.

La Révolution haïtienne a aussi eu un impact sur les guerres d'indépendance en Amérique latine. Après que Simón Bolívar eut subi une série de défaites au Venezuela, Haïti, en 1815-1816, lui accorda à deux reprises un asile et lui fournit armes et argent pour retourner se battre sur le continent. A la demande d'Haïti, le Libérateur proclama l'abolition de l'esclavage dans l'Amérique espagnole. Mais Bolívar, issu d'une famille de propriétaires

terriens, remercia les anciens esclaves noirs de leur aide en ne reconnaissant jamais l'indépendance d'Haïti, et en refusant de faire inviter ce pays au congrès des Etats américains qu'il projetait d'organiser à Panama.

La nouvelle de la révolution noire à Saint-Domingue se répandit aussi dans le Sud des Etats-Unis. A la suite de l'insurrection des esclaves, un grand nombre de planteurs français s'étaient enfuis en Amérique du Nord, principalement à la Nouvelle-Orléans et à Charleston, emportant leurs esclaves avec eux. Toussaint veillait à propager les nouvelles, et il fit publier dans la *City Gazette* de Charleston les décrets promulgués par son régime une fois celui-ci consolidé.

A partir du début des années 1790, les révoltes d'esclaves réelles ou suspectées étaient imputées à l'influence pernicieuse de la Révolution française. Ainsi, un rapport rédigé en 1793 à Portsmouth, en Virginie, note : « *Notre ville grouille d'étranges Noirs, étrangers et d'ici [...]. Les Noirs domestiques sont obéissants et bien disposés, mais beaucoup d'autres ont participé à l'insurrection à Hispaniola.* » En 1796, à Charleston, une série d'incendies était imputée à des actes de malveillance de « *Noirs français* » qui « *avaient certainement l'intention de faire leur Saint-Domingue* ».

Les dirigeants des conspirations et des révoltes d'esclaves américaines considéraient tous Haïti comme un exemple. La guerre non déclarée entre les Etats-Unis et la France amena Gabriel Prosser à attendre une aide française pour sa révolte avortée de 1800. En 1804, à Philadelphie, face à l'attaque d'une foule raciste, des Noirs se regroupèrent aux cris de « *Montrons-leur un Saint-Domingue* ». Et un des dirigeants de la

plus importante révolte d'esclaves de l'histoire américaine, celle de 1811 dans le sud de la Louisiane, était un Mulâtre libre de Saint-Domingue, Charles Deslondes.

Dans de nombreux endroits du Sud des Etats-Unis, les Noirs libres refusaient de célébrer le 4 juillet, la fête nationale américaine, et choisissaient de fêter l'anniversaire de l'indépendance d'Haïti. En 1822, Denmark Vesey, qui avait visité Haïti, écrivit à deux reprises au président haïtien afin de lui demander de l'aide pour sa révolte. Son plan était de tenter de fuir à Haïti après avoir occupé Charleston. Et il avait initialement, de façon symbolique, fixé le début de la révolte un 14 juillet, en hommage à la Révolution française. Après la révolte de Vesey, la Caroline du Sud interdit l'entrée sur son territoire des Noirs des Caraïbes, ainsi que la venue à terre de tout marin noir originaire de la région.

En 1825, le sénateur Thomas Hart Benton, du Missouri, déclarait : « *Nous ne recevons aucun consul mulâtre ni aucun ambassadeur noir [d'Haïti]. Et pourquoi ? Parce que la paix de onze Etats ne permet pas que les fruits d'une insurrection noire victorieuse soient exhibés en leur sein* » (cité dans Nicholas Halasz, *The Rattling Chains* [1966]). L'année suivante, des esclaves détournèrent un navire et tentèrent de l'obliger à se rendre à Haïti. Nat Turner, qui souleva le sud-est de la Virginie en 1831, était lui aussi inspiré par la Déclaration des droits de l'homme de la Révolution française.

Malgré toute sa corruption et toutes ses insuffisances, Haïti brillait comme un phare aux yeux des opprimés de tous les pays. Et son impact était avant tout de lier la lutte pour la libération des Noirs à une lutte démocratique révolutionnaire plus large. L'exemple par excellence, c'est la Guerre civile américaine, avec la proclamation d'émancipation qui déclara finalement l'abolition de l'esclavage, et avec l'enrôlement de deux cent mille soldats noirs sous l'étendard de l'Union. Haïti fut la seule ex-colonie britannique ou française à soutenir le Nord dans cette guerre, et ce ne fut que pendant cette deuxième révolution américaine que les Etats-Unis reconnurent finalement la République noire.

En 1893, Frederick Douglass, le grand abolitionniste noir qui venait de passer plusieurs années comme consul des Etats-Unis à Port-au-Prince, résumait ainsi l'impact de la Révolution haïtienne : « *Nous ne devons pas oublier que la liberté dont vous et moi jouissons aujourd'hui, que la liberté dont jouissent huit cent mille hommes de couleur dans les Antilles britanniques, que la liberté qui est venue pour la race de couleur dans le monde entier, est largement due au courageux combat mené il y a quatre-vingt-dix ans de cela par les fils noirs d'Haïti.* » Et Douglass ajoutait qu'Haïti avait « *appris au monde le danger de l'esclavage et la valeur de la liberté* », et qu'« *en se battant pour leur liberté, ils se sont battus pour la liberté de chaque Noir, dans le monde entier* ».

<p>A Spartacist Pamphlet 25¢</p>	<p>A Spartacist Pamphlet 75¢</p>	<p>A Spartacist Pamphlet 75¢</p>	<p>A Spartacist Pamphlet 75¢</p>	<p>A Spartacist Pamphlet \$1.00</p>
<p>Black History and the Class Struggle</p>	<p>Black History and the Class Struggle No. 2</p> <p>On the Civil Rights Movement</p>	<p>Black History and the Class Struggle No. 3</p> <p>Massacre of Philly MOVE</p>	<p>Black History and the Class Struggle No. 4</p> <p>Black Soldiers in the Jim Crow Military</p>	<p>Black History and the Class Struggle No. 5</p> <p>Finish the Civil War!</p>
4 F (16 pages)	7 F (32 pages)	7 F (32 pages)	7 F (32 pages)	7 F (32 pages)

Pour toute commande : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

SIDA...

Suite de la page 12

cette maladie se juge d'abord par les moyens financiers engagés. Or, les choix budgétaires des différents gouvernements Mitterrand sont clairs : avant 1987, rien ou presque. En 1988 150 millions pour la recherche ; 430 pour le secteur hospitalier et 100 millions pour l'information ! Il faut comparer ces chiffres aux 182,4 milliards prévus pour la Défense, pour la seule année 1989.

IL FAUT DES MILLIARDS POUR LA RECHERCHE ET LA SANTE !

La misère réelle des moyens accordés à la recherche scientifique en France ne peut être cachée par les cocoricos satisfaits à la gloire des équipes de recherche françaises qui ont

de signes de panique encouragée par le silence irresponsable sur cette question. Les personnels soignants qui refusent de traiter les malades du SIDA ou d'autres malades sont comme des officiers qui déclareraient : « Je démissionne en temps de guerre ». La seule réponse à ce problème, c'est d'imposer par exemple, au travers de luttes syndicales, que tous les fluides corporels puissent être considérés *a priori* comme dangereux et nécessitant des conditions sanitaires et des critères d'exercice des actes médicaux qui protègent à la fois les malades et les travailleurs hospitaliers.

LES REFORMISTES CAPITULENT DEVANT LA REACTION

Cette politique criminelle et à courte vue des gouvernements Mitterrand se situe de plus dans un cadre général d'attaque brutale depuis huit ans contre

mobilisations massives ne soient organisées pour faire rentrer ces rats dans leur trou. Rien d'étonnant à ce que le SIDA, qui justement intersecte tous les tabous sur la sexualité véhiculés par l'idéologie bourgeoise en défense de la famille nucléaire, soit devenu dès le début un cheval de bataille pour les réactionnaires de tous poils. « Sidatoriums » et dépistages/flicage pour « tous les ennemis de la société », homosexuels, drogués, immigrés... sont rapidement devenus un leitmotiv pour les émules de Le Pen. Pour faire bonne mesure, la hiérarchie catholique, avec la bénédiction du faucon de guerre froide Jean Paul II, lance ses anathèmes à grand renfort de publicité contre l'usage des préservatifs, qui sont à ce jour considérés comme le seul moyen efficace de protection contre la contamination par contact sexuel. Dans certaines régions de ce pays, traditionnellement dominées par l'obscurantisme religieux comme la Vendée, les médecins ne déclarent pas les causes réelles de la mort quand il s'agit du SIDA (on déclare à la place des leucémies). C'est sur ces sentiments d'arriération les plus profonds et les plus abjects de la société française que cette offensive réactionnaire s'appuie. Face à cela, c'est l'hypocrisie, la couardise et surtout la volonté de temporiser avec cette racaille qui domine. Résultat : il a fallu attendre 1987 pour que l'interdiction de la publicité sur les préservatifs soit levée ! Dans le même temps, les campagnes d'information et de prévention sur le sujet sont d'une abstraction tellement grotesque qu'elles n'ont eu jusqu'à présent aucun impact. Toutes les informations sérieuses sur les pratiques sexuelles dans les établissements scolaires se heurtent non seulement au manque de moyens mais surtout sont remises en cause à la moindre pression de fédérations de parents d'élèves ou autres, soucieux de la bonne moralité de leur progéniture. On en est encore à se demander s'il faut des distributeurs de préservatifs dans les prisons, alors que la maladie y fait des ravages. Enfin, dernier exemple qui de par sa mesquinerie même illustre de manière frappante l'état d'esprit qui règne sur la question : récemment, à quelques semaines des municipales, le maire de Montpellier, G. Frêche (PS), vient de faire enlever les distributeurs de préservatifs installés sur les murs de la ville, sous prétexte qu'ils « dépassaient trop des trottoirs ». En fait, il s'agissait de « satisfaire des groupes de pression qui estiment les distributeurs trop près des églises et des écoles » comme le présumait à juste titre les propriétaires des appareils en question (Libération, 27 janvier 1987).

A cette capitulation honteuse devant la réaction s'ajoute une politique délibérée de laisser les mains libres aux patrons, à leurs flics et à leurs juges en ce qui concerne la répression contre les travailleurs atteints du SIDA, ce qui ne peut qu'apporter de l'eau au moulin de cette racaille. A commencer par la fonction publique où aucune législation claire n'a été mise en place pour empêcher que se renouvelle le cas de Didier Hutin, l'instituteur auquel Monory avait refusé sa titularisation pour cause de SIDA. Certes, Didier Hutin a heureusement été titularisé par Jospin, mais cette mesure reste à la discrétion de tel ou tel ministre et apparaît plus comme le résultat d'un marchandage politique que d'une protection légale. Quant aux licenciements dans le secteur privé, tout est laissé à l'arbitrage de tribunaux de prud'hommes, c'est-à-dire à l'arbitraire total.

Face à ces menaces permanentes de répression, nous nous opposons fermement à la mise en place d'un fichier central informatisé pour les malades du SIDA, qui vient d'être autorisée par la CNIL (Commission nationale de l'information et des libertés), et ce malgré la nécessité scientifique de la recherche en épidémiologie. Comme le note à juste

titre Libération du 23 novembre 1988 : « SIDA et informatique ? Un couple qui fait peur. Aussitôt viennent à l'esprit les mots de dérapage, d'exclusion, de manipulation et le spectre du fichage pour toute une population. » Ceux qui soutiennent cette mesure pour des raisons d'intérêt scientifique, comme le Gai Pied Hebdo, ne font que renforcer les illusions dangereuses dans la volonté de ce gouvernement de s'opposer à une quelconque répression. Huit ans de front populaire montrent tout le contraire, le Gai Pied Hebdo en ayant fait lui-même les frais, il y a à peine deux ans, quand il a failli disparaître sous les coups d'une scandaleuse censure. De plus, il est clair que personne ne se fait d'illusions, y compris le GPH, sur les soi-disant garanties obtenues, consentement écrit des malades et anonymat. Sur ce dernier critère, les remarques de Libération sont on ne peut plus claires : « Officiellement cet anonymat est une condition sine qua non de tout fichier. En réalité, dans la plupart des services hospitaliers, dans les centres de transfusions sanguines, dans les laboratoires privés d'analyses médicales, voire dans les centres de post-cure figurent, de fait, d'authentiques fichiers nominatifs. A tel point que deux curieux cambriolages dans les laboratoires de deux hôpitaux parisiens spécialisés, ont tout récemment poussé les médecins à un peu plus de vigilance » (Libération, 23 novembre 1988). Quant au consentement écrit des malades, il est en soit une négation même de la notion d'anonymat. Depuis la rafle du Vel d'Hiv en juillet 1942, tout le monde sait ce que l'appareil policier français peut faire d'un fichier bien tenu, et le fait que ce soient les valets sociaux-démocrates qui soient au gouvernement ne change rien à l'affaire !

Le virus du SIDA est certes un défi redoutable à la science. Mais même si, de l'avis des spécialistes, le traitement définitif n'est pas pour demain, le progrès réalisé en sept ans démontre que le potentiel scientifique et technologique pour en venir à bout existe. Face à cette maladie étroitement liée à l'activité humaine, le sexe, le sang, la procréation et aux modes de vie des sociétés modernes, la seule réponse rationnelle est la mobilisation immédiate de toutes les ressources techniques et scientifiques existant au niveau mondial et des formidables moyens d'information et d'éducation de masse dont disposent les Etats modernes pour des campagnes efficaces d'information et de prévention. Le principal obstacle à cette course de vitesse contre la mort réside dans la monstrueuse irrationalité du système capitaliste et son cortège d'oppressions et d'exploitations brutales auxquelles seule une révolution prolétarienne victorieuse mettra fin. ■



La LTF, le 28 mars 1987



L'Express

De Barzach (ci-contre) à Evin, c'est la même politique de l'autruche : déclarations d'intention ronflantes, moyens ridicules et « information » lamentable qui capitule devant l'obscurantisme.

découvert le virus du SIDA en même temps, d'ailleurs, que les équipes américaines. Ces rodomontades chauvines ont en fait pendant six ans tenu lieu d'un vrai plan de lutte contre la maladie elle-même. Quant aux dépenses pour l'amélioration des structures hospitalières, dont le délabrement a été récemment mis en lumière par la combative grève des infirmières, les propositions gouvernementales semblent encore plus relever d'un calcul mesquin de boutique. Le rapport Got signale à ce sujet : « Si, faute de savoir créer en temps utile les postes nécessaires, nous décourageons ceux qui ont l'expérience requise pour assurer des soins de qualité, nous aurons rapidement une désagrégation de la valeur humaine et technique des services les plus directement confrontés à l'épidémie. » Et ces sombres prévisions risquent bien de se réaliser au vu du plan Evin qui accorde une augmentation d'à peine 0,24 % d'un budget déjà misérable, soit deux cents personnes de plus dont trente médecins hospitaliers (!), alors que déjà dans certains hôpitaux du midi 1/3 des lits sont occupés par des malades du SIDA, et qu'il est prévu dix mille cas supplémentaires pour 1991.

A cette misère de moyens s'ajoute une totale absence de politique de formation et d'information du personnel soignant. D'après le spécialiste du SIDA, W. Rozenbaum, encore aujourd'hui deux heures seulement sont consacrées au SIDA dans la formation des médecins ! Rien d'étonnant à ce que, même parmi le personnel soignant, les malades du SIDA soient confrontés à l'irrationalité la plus totale, ce qui rend leur situation encore plus douloureuse si ce n'est désespérée comme le montre cet exemple atroce de Jean-Marie, chanteur du groupe les Mirabelles, poussé au suicide le 14 octobre 1988 par le refus de soins des personnels de maisons de repos auxquelles il s'était adressé dans le midi (cf. Gai Pied Hebdo n° 343, 10 novembre 1988).

Refus de soins, dépistage systématique à l'insu des malades dans les services de chirurgie sous prétexte de protéger le personnel soignant, sont autant

les acquis ouvriers. Déterminés à faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs, les différents gouvernements de front populaire qui se sont succédé se sont en particulier systématiquement attaqué à la sécurité sociale. La couverture sociale des malades du SIDA n'a pas échappé au régime d'austérité. La scandaleuse vérité est que les traitements pour le SIDA ne sont complètement pris en charge que depuis 1986 et seulement en dernière phase de la maladie ! Alors que l'on sait aujourd'hui que des traitements précoces pour des personnes séropositives peuvent augmenter la qualité et la durée de vie, la plus grosse part de ces essais thérapeutiques très coûteux sont pour le moment à la charge des malades, ce qui revient à une froide condamnation à mort pour tous ceux qui n'ont pas les moyens de supporter cette charge financière ! Enfin, aujourd'hui encore, le SIDA n'est pas considéré dans la fonction publique comme pouvant donner droit à un congé de longue durée, ce qui laisse les malades atteints au bon vouloir des médecins acceptant de faire une fausse déclaration de cancer ou autre pour qu'ils puissent bénéficier de leur droit légitime à une prise en charge décente pendant leur maladie.

Voilà donc à quoi se résume le soi-disant traitement social du SIDA et la sollicitude affichée des différents gouvernements depuis 1981. Du recul sur le remboursement de l'avortement en 1982, en passant par le retrait de la timide loi Savary en 1984 à la suite des mobilisations réactionnaires pour l'école privée, jusqu'aux errances et demi-mesures sur la pilule abortive RU-486 après une campagne immonde contre les droits des femmes à avorter, la racaille réactionnaire, de Le Pen à Mgr Decourtray, s'est sans cesse enhardie grâce à la couardise des partis réformistes au pouvoir. Après huit ans d'austérité antiouvrière et d'attaques anti-immigrés, les fascistes peuvent parader impunément et se sont considérablement renforcés. Et des corbeaux fanatiques nostalgiques de l'inquisition peuvent se permettre d'empêcher la projection d'un film, de brûler un cinéma, sans que des

Afghanistan...

Suite de la page 2

Spartacist édition française n° 15-16, printemps 1980). De plus, nous exigeons l'extension des acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples afghans.

La presse occidentale espérait et attendait que les troupes soviétiques, et en particulier les soldats originaires des régions traditionnellement islamiques de l'Asie centrale, seraient infectés par le message « libérateur » des moudjahidins. Mais il était dit aux soldats soviétiques envoyés au combat qu'ils remplissaient leur devoir envers leurs frères afghans, et ce qu'ils vivaient en Afghanistan les convainquit de cela. La plupart d'entre eux étaient horrifiés par l'arriération, la pauvreté et l'effroyable oppression qu'ils découvraient dans un pays si proche du leur. Dans les premiers jours de la guerre, un soldat soviétique tadjik déclarait à un journaliste occidental que « la plupart d'entre eux étaient heureux de venir apporter leur aide - c'est un pays très arriéré, et après tout, nous sommes voisins » (*New York Times*, 11 avril 1980).

Si les soldats soviétiques en Afghanistan étaient en général fiers de faire leur devoir internationaliste, la bureaucratie du Kremlin ne les avait pas envoyés là-bas par attachement à l'internationalisme. Comme nous écrivions quelques mois plus tard : « Bien sûr, les bureaucrates conservateurs du Kremlin n'ont pas envoyé 100 000 hommes en Afghanistan pour y réaliser une révolution sociale, mais simplement pour stabiliser un Etat-client stratégiquement situé [...]. Il est possible que le Kremlin puisse passer un marché avec les impérialistes, par exemple se retirer en échange d'un renversement de la décision de l'OTAN de déployer des centaines de nouveaux missiles nucléaires en Europe de l'Ouest. Cela constituerait un véritable crime contre-révolutionnaire contre les peuples d'Afghanistan » (« L'Afghanistan et la gauche - la question russe à brûle-



Der Spiegel

pourpoint », *Spartacist* édition française n° 17, hiver 1980-81).

CRIS D'ORFRAIE IMPERIALISTES SUR « L'AUTODETERMINATION » AFGHANE

Pendant presque dix ans, la revendication du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan a rassemblé l'extrême droite, les libéraux, les sociaux-démocrates et les prétendus « radicaux ». Aux USA, l'administration Démocrate de Carter s'est servi de l'intervention soviétique pour déclarer officiellement la deuxième guerre froide. Sous Reagan, les Démocrates du

Pour un soutien militaire internationaliste au gouvernement afghan!

Nous reproduisons ci-dessous une lettre du Partisan Defense Committee au gouvernement afghan, offrant un soutien concret dans la lutte contre les moudjahidins réactionnaires. La lettre propose l'organisation d'une brigade internationale pour aider à la défense des peuples afghans contre les terroristes féodalistes de la CIA. Quand nous avons pris langue avec des représentants du gouvernement afghan au sujet de cette lettre, ils nous ont remerciés pour cette initiative, tout en laissant entendre qu'ils pensaient qu'une telle mesure n'était pas nécessaire pour défendre le pays en ce moment.

le 7 février 1989

A l'Ambassadeur de la République démocratique d'Afghanistan

Cher M. l'Ambassadeur,

Le retrait de l'Armée soviétique étant maintenant terminé, nous redoutons comme vous les graves dangers qui menacent le progrès social élémentaire en Afghanistan. Le droit des femmes à lire, à être libérées du voile, la libération de la tyrannie des mollahs et des propriétaires fonciers,

l'introduction des soins médicaux et du droit à l'éducation pour tous - nous avons l'obligation de vous offrir notre aide avant que tout ceci soit noyé dans le sang. Par la présente, le Partisan Defense Committee propose d'organiser d'urgence une brigade internationale pour combattre à mort pour défendre ces droits en Afghanistan. Les volontaires opéreraient bien sûr sous votre contrôle et votre direction.

Le Partisan Defense Committee est une organisation de défense se basant sur la lutte de classe, et soutenue dans le monde entier par des marxistes combattifs, dont beaucoup sont associés à la tendance spartaciste internationale.

En faisant cette proposition, nous nous engageons à prendre en charge tous les aspects de l'agitation, de la propagande et du recrutement nécessaires pour rassembler des forces et donner un retentissement à cette campagne. Ces forces seront recrutées, au niveau international, parmi les jeunes contestataires progressistes, les militants de gauche, les combattants de la libération, et les gens décents qui veulent empêcher la destruction de tout vestige de progrès

humain acquis par la lutte. Nous nous engageons en outre à assurer leur transport jusqu'à un lieu de transit approprié. Les combattants internationaux devront recevoir leur équipement sur place.

Nous demandons au gouvernement afghan de nous fournir le transport par air, à partir d'un lieu de transit, jusqu'à Kaboul, et sur le terrain, nourriture et encadrement militaire.

Les gouvernements capitalistes qui avaient condamné hypocritement la présence de l'Armée rouge en Afghanistan fuient Kaboul, effrayés par la perspective qu'une guerre civile généralisée atteigne la ville. Ils abandonnent maintenant leurs ambassades dans l'espoir de revenir après la victoire des moudjahidins féodalistes. Cela doit ne pas se produire!

Nous espérons de la manière la plus ardente que vous accepterez cette proposition d'aide, faite avec un sens aigu du devoir internationaliste. Répondez s'il vous plaît dès que possible.

Salutations fraternelles,

Deborah Mackson
Directeur exécutif

Congrès ont utilisé la question de l'Afghanistan pour démontrer le sérieux de leur anticommunisme. Inquiets de l'attitude belliqueuse de Reagan en Amérique centrale, où les Etats-Unis risquaient d'être entraînés, comme au Vietnam, dans une nouvelle aventure militaire perdue, les Démocrates libéraux étaient plus que disposés à dépenser de l'argent en Afghanistan, où les protégés des Etats-Unis tuaient des

pourquoi les fractions pro-Moscou dures dans les partis eurocommunistes ont été surnommées *afganos* (Espagne), *kabulisti* (Italie) ou *tankies* (Grande-Bretagne).

Tirant les leçons de l'amère expérience de la « révolution islamique » de Khomeiny, une militante de gauche iranienne, Val Moghadam, exprime sa consternation : « Le soutien de la gauche pour les moudjahidins est particulièrement fort en Europe où, de

nistan dirigé par les moudjahidins serait plus intolérant et répressif que la République islamique d'Iran, et il travaillerait avec ferveur pour défaire les mesures prises en direction de l'égalité pour les femmes » (Against the Current, novembre-décembre 1988).

Le soutien des militants de gauche occidentaux pour les coupe-jarret afghans de Washington (et aussi pour Solidarnosc en Pologne) est l'expression de préjugés antisoviétiques et d'une conception que l'indépendance nationale est le principe politique le plus élevé. Depuis 1917, depuis que la Révolution russe a renversé le capitalisme sur un sixième du globe, l'objectif principal des impérialistes est de renverser les acquis d'Octobre et de restaurer l'exploitation capitaliste dans ce bastion du pouvoir ouvrier qu'est l'URSS. C'est pourquoi aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest, l'appareil d'endoctrinement politique tout entier est conçu pour produire la haine et la crainte de l'Union soviétique, un Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré.

La ligne standard de l'impérialisme occidental, et de ses suivistes de gauche, est que « la Russie viole l'autodétermination nationale afghane ». Cette accusation ne tient pas, même dans ses propres termes. L'Afghanistan n'est pas une nation, mais un Etat d'origine féodale, composé d'une mosaïque de nationalités, de groupes ethniques et tribaux. La plus grande partie de la population rurale n'a jamais vécu sous le contrôle effectif d'aucun pouvoir d'Etat central, mais s'identifie exclusivement à un groupe ethnique, tribal ou linguistique particulier. En Afghanistan, le terme « afghan » désigne uniquement les Patchounes, pas les Hazaras, les Tadjiks et d'autres peuples.

Si les moudjahidins renversaient le gouvernement nationaliste de Kaboul, la guerre civile qui oppose deux camps pourrait bien devenir une guerre de tous contre tous. Déjà, les groupes chiites refusent d'accepter la domination sunnite, et les groupes moudjahidins rivaux menacent de s'entre-tuer. Nous ne pouvons qu'espérer qu'ils le fassent rapidement et massivement. Cependant, même si l'Afghanistan était une nation homogène, les communistes



Peter Turnley/Newsweek

Le retrait de l'Armée rouge d'Afghanistan, que Gorbatchev a ordonné dans le but d'amadouer l'impérialisme, est une trahison flagrante des peuples afghans et soviétiques.

Londres à Stockholm, des militants défendent la soi-disant lutte de libération nationale. Un des aspects surprenants de ce soutien est qu'on néglige totalement ce que signifie pour les femmes afghanes la libération nationale à la manière islamique. Depuis la révolution de Saur (avril 78), et dans une certaine mesure avant même cette date, les femmes ont obtenu des acquis progressifs mais importants en termes d'éducation, d'emploi et de participation politique. En fait, ce fut précisément le programme de réformes engagé par le gouvernement du PDPA qui provoqua la réaction [...]. D'après tous les récits et tous les éléments disponibles, un Afgha-



Sobolev/Tass



Planeta Publishers

Un des enjeux de la guerre afghane, c'est pour les femmes de se libérer du voile et de pouvoir apprendre à lire. A gauche, des petites filles en route pour l'école. A droite, à l'université de Kaboul, plus de la moitié des étudiants sont des femmes.

soutiendraient l'intervention armée de l'URSS. Toutes les phrases sur la « souveraineté nationale » afghane ne sont qu'une couverture pour défendre les privilèges de classe et de caste des khans, mollahs, propriétaires fonciers et usuriers. Pour des marxistes, l'aide à la révolution sociale, y compris la défense de l'URSS contre l'impérialisme, l'emporte sur le droit démocratique à l'autodétermination nationale.

LE VIETNAM DE LA RUSSIE ?

Depuis l'intervention soviétique en 1979, les médias occidentaux parlent de l'Afghanistan comme du « Vietnam de la Russie », un mensonge que reprend maintenant, pour ses propres raisons, le régime de Gorbatchev. Au Vietnam, les Etats-Unis menaient une guerre génocidaire pour stopper une révolution sociale, et ils furent vaincus sur le champ de bataille. L'armée soviétique se battait pour stopper une contre-révolution qui aurait ramené l'Afghanistan des siècles en arrière, mais elle ne s'est jamais battue pour gagner. Depuis le début, les dirigeants du Kremlin ont laissé ouverte l'éventualité d'un retrait, comme monnaie d'échange pour négocier avec l'impérialisme. Au Vietnam, les Etats-Unis avaient envoyé cinq cent mille soldats à l'autre bout du monde. Les dirigeants soviétiques n'en ont envoyé que cent mille de l'autre côté de leur frontière avec l'Afghanistan.

En 1984, pourtant, les forces soviétiques et celles du PDPA avaient pratiquement gagné la guerre. Les « combattants de la foi » de la CIA étaient ébréchés et démoralisés. Et les modestes réformes sociales du gouvernement, bien qu'en retrait même par rapport au programme modéré proposé au début par le PDPA, étaient en train de remporter un soutien à la campagne. Un dirigeant rebelle déclarait : « La guerre était jusqu'à maintenant dans l'impasse, mais nous commençons à perdre la population [...]. Si ça continue, à la fin nous pourrions perdre la guerre » (*Chicago Tribune*, 16 novembre 1984).

Début 1986, les Etats-Unis, qui voulaient renverser la situation, commencèrent à livrer aux moudjahidins des missiles sol-air Stinger dernier cri. Bientôt, ces missiles individuels abattaient en grande quantité les appareils soviétiques et afghans, dont des avions civils. Les appareils militaires soviétiques jouaient un rôle crucial dans la guerre afghane, et ce pour la seule et unique raison que le Kremlin n'était prêt à engager qu'une petite partie de ses cinq millions de soldats. Même dans ces conditions, les Soviétiques auraient facilement pu déployer la technologie disponible pour gagner la « guerre des Stinger », mais ils ne l'ont pas fait. Et aucun effort sérieux n'a été fait pour couper le flot de livraisons d'armes américaines en provenance du Pakistan.

Quand Gorbatchev est arrivé au pouvoir, en 1985, il a été confronté à une stagnation économique aggravée par la

pression militaire accrue exercée par l'Amérique de Reagan. Son programme intérieur de réformes orientées vers le marché (*perestroïka*) est lié à une politique étrangère de conciliation générale. L'initiative la plus spectaculaire de Gorbatchev en politique extérieure a été de se tirer d'Afghanistan.

Pour aider à organiser cela, le Kremlin a forcé le régime du PDPA à appeler à une « réconciliation nationale », c'est-à-dire à un gouvernement de coalition avec une partie des moudjahidins. En 1986, le dirigeant afghan Karmal était remercié, apparemment parce qu'il s'était opposé au nouveau tournant. Il était remplacé par Najibullah, qui début 1987 déclarait un cessez-le-feu unilatéral en même temps qu'il limitait encore davantage les réformes sociales progressistes, de manière à ne pas heurter la tradition islamique. Appeler à une coalition du PDPA et des moudjahidins, c'est un peu comme appeler dans les années 30 à une coalition des nazis et des militants de gauche juifs. Les moudjahidins veulent non seulement tuer tous les militants de gauche d'Afghanistan, mais aussi exterminer la population urbaine éduquée tout entière, qu'ils considèrent comme des infidèles.

Le régime Gorbatchev semble disposé à accepter un tel bain de sang, s'il est nécessaire pour amadouer les puissances impérialistes. Un parallèle historique est le retrait de l'Armée rouge du nord de l'Iran décidé par Staline en 1946, un retrait qui, sous la pression de guerre froide de l'impérialisme américain, abandonnait la République démocratique d'Azerbaïdjan. Il s'ensuivit le massacre, perpétré par le shah, des militants de gauche iraniens prosoviétiques.

Pour préparer la population soviétique à l'abandon de l'Afghanistan, les responsables du Kremlin et leurs médias répètent le mensonge impérialiste qui voudrait que l'intervention en Afghanistan soit une erreur, que les vies des quinze mille soldats tués là-bas aient simplement été du gâchis, que l'Afghanistan soit le Vietnam de la Russie. Dans un article écrit sur un ton désinvolte et dans le style « nous nous lavons les mains de tout ça », *Komsomolskaïa Pravda*, le journal des jeunes communistes, décrit ce qui se passera quand le commandant en chef soviétique, le lieutenant-général Boris Gromov, quittera l'Afghanistan : « Il passera la frontière sans regarder en arrière. Ensuite, il s'arrêtera et il fera un discours, mais seulement pour lui-même. Il durera une minute et sept secondes. Il ne sera ni transcrit ni écouté. »

Les anciens combattants soviétiques de la guerre d'Afghanistan sont traités en parias et non en héros. Dans leur combat pour une reconnaissance officielle, ces vétérans (les *afghantsy*) souffrent profondément qu'on compare leur devoir de combattants internationalistes en Afghanistan avec les efforts de Washington pour transformer l'Asie

du Sud-Est en paysage lunaire. Un militant ancien combattant déclarait l'année dernière au magazine ouest-allemand *Der Spiegel* (7 mars 1988) : « Notre sacrifice n'était pas pour rien. Après tout, nous apportions là-bas les acquis du monde civilisé. » Honneur aux anciens combattants soviétiques de la guerre d'Afghanistan !

VAINCRE L'IMPERIALISME PAR L'INTERNATIONALISME COMMUNISTE !

Au cours du XIX^e siècle, l'Afghanistan était un échiquier sur lequel se jouait le « grand jeu » entre la Russie tsariste et la Grande-Bretagne. Mais en 1917, la Révolution bolchévique changeait les règles de ce « jeu ». Les machinations impérialistes dans la région avaient maintenant pour objectif ultime la destruction de l'Etat

libérées. » Il est ridicule de penser que la population d'Asie centrale – qui est libérée de l'obscurantisme religieux et de l'oppression abrutissante et qui bénéficie de soins médicaux modernes, de l'éducation pour tous et d'un niveau de vie incomparablement supérieur – voudrait rejoindre une république islamique d'Afghanistan.

La *perestroïka* de Gorbatchev a cependant attisé des courants nationalistes réactionnaires, dans le Caucase et les républiques baltes. Et l'Asie centrale n'est certainement pas immunisée contre le nationalisme. En s'appuyant de plus en plus sur les forces du marché, Moscou va tendre à favoriser les régions les plus développées, Russie d'Europe, Ukraine et républiques baltes. Dans ces conditions, le nationalisme pan-turc, sous des couleurs islamiques, pourrait pénétrer dans les républiques d'Asie centrale.



Le Bolchévick

Le 25 juin 1981, la LTF organisait un piquet contre un meeting antisoviétique sur l'Afghanistan.

ouvrier soviétique, l'ouverture de ses vastes territoires au pillage capitaliste.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le Pakistan est devenu le principal Etat-client des Etats-Unis dans la région, mais Washington n'a jamais perdu de vue l'intérêt militaire potentiel de l'Afghanistan pour une attaque contre-révolutionnaire contre l'URSS. Au début des années 60, les Etats-Unis proposèrent de construire à Kandahar un aéroport pour le roi afghan Zaher Shah. Le Pentagone projetait, en secret, de l'utiliser comme une « base de retour » où des bombardiers pourraient atterrir après avoir attaqué des cibles soviétiques en Sibérie ou en Asie centrale » (Henry Bradsher, *Afghanistan and the Soviet Union*, 1983).

L'impérialisme américain veut faire de l'Afghanistan, non seulement une base militaire avancée mais aussi un canal pour l'agitation anticommuniste parmi les peuples turcophones d'Asie centrale soviétique. Il y a quelques années, Gulbuddin Hekmatyar, le dirigeant moudjahidin le plus virulent, déclarait : « Si les moudjahidins continuent à se battre avec persévérance, le jour est proche où les régions occupées de l'Asie centrale soviétique seront aussi

L'Union soviétique est confrontée à une crise politique et économique qui va en s'approfondissant. Le centralisme bureaucratique de l'ère Brejnev a conduit à la stagnation. La *perestroïka* de Gorbatchev provoquera chômage, accroissement des inégalités et intensification des antagonismes nationaux. Au niveau international, sa politique de conciliation ne fera qu'encourager les impérialistes dans leurs efforts pour refouler la puissance et l'influence soviétiques.

Pour les intellectuels modernisateurs d'Afghanistan, l'Asie centrale soviétique, malgré les énormes déformations du stalinisme, représentait le progrès social. Sous la direction de Lénine et de Trotsky, la Russie bolchévique était vue comme un phare de l'avenir socialiste par les ouvriers et les intellectuels radicaux du monde entier, y compris dans les centres impérialistes de l'Amérique du Nord et de l'Europe. L'Union soviétique peut et doit être rendue à sa juste place de bastion du communisme international – il faut pour cela une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie traître du Kremlin.

– Adapté de *Workers Vanguard* n° 471

Il faut des milliards pour la recherche!

La tragédie du SIDA dans la France de Mitterrand

Identifié pour la première fois en 1981, le SIDA est en passe de devenir une terrible menace pour l'humanité. Aujourd'hui, 250 000 cas déclarés de SIDA dans le monde, cinq à dix millions de personnes infectées, et un million de personnes qui développeront la maladie dans les cinq prochaines années.

Certains pays d'Afrique orientale et centrale déjà ravagés par la misère atroce, la malnutrition, l'analphabétisme et la mortalité infantile, autant de fléaux engendrés par la surexploitation impérialiste, sont en passe de perdre entre 5 et 20 % de leur population jeune sans pratiquement aucun moyen financier pour pouvoir enrayer cette catastrophe si ce n'est « l'aumône humanitaire » concédée par les grandes nations impérialistes. Aux USA et en Europe, plus de deux millions de personnes au total sont déjà porteuses du virus, dont on sait qu'au moins 50 % d'entre elles développeront la maladie. Partout, la peur du SIDA a ouvert la porte à des mesures répressives anti-homosexuelles, racistes et chauvines. Dans l'Amérique de Reagan, des bigots fanatiques vont jusqu'à brûler la maison d'enfants séropositifs; Thatcher envisage d'interdire l'entrée du pays aux séropositifs; en Bavière on teste de force ceux qui veulent s'y installer.

EN FRANCE : LE CONSENSUS DE L'INERTIE

La France n'échappe pas à la règle. Avec cinq mille malades recensés en 1988, ce qui signifie quatre mille décès en 1989 (chiffres donnés par le Ministère de la Santé), c'est le pays d'Europe le plus touché. Certes, l'hystérie moyenâgeuse contre les malades du SIDA n'a pas eu le même écho qu'aux USA. C'est par l'incompétence et le *black-out* complet sur l'information pendant six ans que les gouvernements Mitterrand ont répondu à ce terrible problème de santé publique.

Comme nous l'écrivions en mars 1988 : « En fait, c'est plutôt une chape de plomb qu'a laissé tomber le centralisme paternaliste traditionnel de la bourgeoisie française ("ne craignez rien, nous nous occupons de tout!") Et, dans le même temps, elle continuait à casser la sécurité sociale, à refuser aux travailleurs le droit à la santé et à des soins gratuits et de qualité [...]. » De l'inertie à la mesquinerie des moyens consacrés, le maître mot de cette politique semble avoir été de « ne pas faire de vagues » face à la montée de la réaction. En effet, au-delà même de la logique du profit capitaliste qui imprègne chaque décision de cette société, les différents gouvernements de front populaire ont traité la question du SIDA comme un enjeu nécessitant un consensus politique, et non comme un problème concernant des milliers de



Luchoy-Gamma

Juin 1987 —
Manifestation
de groupes
homosexuels
contre les
déclarations de
Le Pen
réclamant des
« sidatoriums ».

vies. Et à ce jeu stupide, on peut dire que ce sont les forces les plus réactionnaires, et en particulier l'obscurantisme obscène de la hiérarchie catholique, qui ont gagné !

TROP TARD ET TROP PEU !

Un récent rapport, remis par le professeur Got au Ministère de la Santé sur sa demande, dresse un tableau accablant de la situation à laquelle a mené cette politique de l'autruche. Le plan Evin ne fait que reprendre, à quelques détails près, ce qu'avait fait Michèle Barzach, prédécesseur d'Evin, et est, de l'avis général, fait plus de bonnes intentions que de réels moyens.

Certes, face à des fléaux naturels de ce type, les mesures employées par les Etats bourgeois sont toujours marquées par une certaine violence et incohérence. Mais malgré ça, des mesures énergiques ont permis, même dans le cadre du capitalisme, d'éradiquer des maladies telles que la variole ou la tuberculose. Dans le cas du SIDA, il est flagrant que le fait que cette maladie, avant de se répandre parmi la population hétérosexuelle, ait touché d'abord des groupes de population déjà en butte à l'exclusion sociale comme les homosexuels ou carrément ceux considérés comme des criminels comme les toxicomanes, a été un facteur déterminant de cette incurie et aveuglement monstrueux. Pendant les cinq premières années de l'épidémie, en effet, les seules tentatives réelles de prévention et de soutien psychologique aux malades l'ont

été à l'initiative de la communauté homosexuelle, dans l'indifférence et l'hy-pocrisie générale. D'autre part, alors qu'il est devenu rapidement clair que la contamination pouvait se faire par transfusion sanguine et donc par l'échange de seringues infectées, il a fallu attendre 1987 pour que la vente de seringues soit libre, laissant ainsi délibérément la maladie se développer pendant toutes ces années parmi les toxicomanes. Bien que cette mesure minimum ait eu un impact réel sur le comportement des utilisateurs de drogue, plus de 60 % d'entre eux sont aujourd'hui contaminés par le virus et aucune action spécifique concernant l'hospitalisation, l'accueil, l'information

et la prise en charge financière de ces malades souvent complètement démunis, n'a été mise en œuvre. Ceci ne leur laisse ainsi que peu d'autres choix que d'avoir recours à des sectes du genre le Patriarce et ses « sidatoriums » aux conditions sanitaires douteuses et aux « méthodes thérapeutiques » esclavagistes.

Parallèlement à cette incurie vient d'être autorisé à la vente libre l'ADX, un appareil qui va permettre aux patrons de « dépister » les traces de drogue. Comme le note *le Monde* à ce sujet : « En fait, c'est sur le dépistage des toxicomanies et les abus qui pourraient en résulter, notamment en médecine du travail, que de nombreux médecins émettent des réserves » (*le Monde*, 4 février).

D'autre part, la criminalisation de la drogue, souvent mêlée au racisme institutionnel, se poursuit de plus belle comme en témoigne le cauchemar que vit aujourd'hui Abdelmajid Slama. Ce Tunisien de trente-deux ans vient de purger une peine de trois ans pour trafic et usage de stupéfiants. Atteint du SIDA, il a tout de même, malgré les recommandations de son médecin, été reconduit à la frontière sous inculpation d'infraction à arrêté d'expulsion. Ayant refusé de monter dans l'avion, il est aujourd'hui à nouveau condamné à six mois de prison, c'est-à-dire purement et simplement condamné à mort par la cour d'appel de Lyon parce qu'en « arrière fond, se profilait la crainte de voir les délinquants étrangers invoquer des raisons médicales pour échapper à une mesure d'expulsion » (*Libération*, 1^{er} février). Ce drame, où l'horreur le dispute à l'abject, est la démonstration la plus claire que les discours lénifiants d'Evin ne sont qu'une couverture hypocrite pour la poursuite de la politique de terreur raciste appliquée par les flics et les juges de Mitterrand !

Une réelle politique de lutte contre

Suite page 9

Le rapport
sur le
SIDA du
professeur
Got brosse
un tableau
accablant
de l'incurie
des pouvoirs
publics.

Christian Viojeard/Gamma

